

Tables de l'année **2004**

Au sommaire :

**Table des articles, notes, conclusions
et avis classés par noms d'auteurs II
à V**

**Pagination des rubriques
du « Droit Ouvrier » 2005
VI**

**Table alphabétique des matières
VII à XXIX**

**Table chronologique de la jurisprudence
XXIX à XXXV**

**Table thématique des sommaires d'arrêts
de la Cour de Cassation
XXXVI à XL**

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet
(site www.cgt.fr, dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque") :

- la table thématique pluri-annuelle de nos articles depuis 1988,
- la table alphabétique des matières de chacune des années de 1998 à 2003,
- la table chronologique de la jurisprudence européenne depuis 1994,
avec téléchargement gratuit.

Ces outils constituent un complément indispensable aux tables annuelles en version "papier"
en permettant une vision transversale sur plus d'une décennie.

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteurs

Patrice ADAM

- De la légitime désobéissance aux ordres de l'employeur.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2004* 378

Bernard AUGIER

- A propos de la caducité 13

Christophe BAUMGARTEN

- Adresse du domicile des salariés sur la liste électorale, l'absence de caractère impératif de cette indication n'en interdit pas la mention.
 • *Tribunal d'instance de Versailles, 21 novembre 2002 (deux es pièces) - Tribunal d'instance de Chambéry, 12 décembre 2002* 250

Marie-France BIED-CHARRETON

- Un projet de réfection du droit du travail néolibéral : grille d'analyse 161
 Quand la Cour de cassation prend des libertés avec la loi (à propos du recours aux contrats à durée déterminée dits "d'usage courant"... Les emplois pourvus peuvent être permanents (en collaboration avec Michel Henry).
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2003 (quatre espèces)* 219

- La Cour de cassation peut-elle refaire la loi lorsque celle-ci lui paraît revêtir un caractère discriminatoire ? (à propos de l'arrêt sur la rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée en cas d'inaptitude physique du salarié).
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2003* 376

- Un code "éthique" d'un groupe multinational déclaré inopposable aux salariés sur le territoire français par un tribunal national.
 • *Tribunal de grande instance de Versailles (4e Ch.), 17 juin 2004* 475

- Sommaires d'arrêts de cassation publiés chaque mois en page 3 et 4 de la couverture (voir table séparée).

Ralph BLINDAUER

- La sollicitation devant le premier président de la Cour d'appel de l'exécution provisoire d'un jugement qui en était dépourvu.
 • *Cour d'appel de Metz, 17 juillet 2003* 24

- Recours au travail intérimaire en cas d'accroissement temporaire d'activité : rappel au règlement.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2004* 391

Michèle BONNECHÈRE

- Licenciements économiques : la procédure garantie fondamentale des droits des salariés (à propos des arrêts *Alcatel*

- Câble France* de la Cour d'appel de Versailles et d'un projet de loi) 493
 Article L. 241-10-1 du Code du travail : cent fois sur le métier.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2004* 534

- Droit communautaire - Extraits de décisions sélectionnées et commentées 390 à 395
 575 à 578

Vincent BONNIN

- Les "recalculés" d'un conflit social à une controverse juridique 315
 Du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité au contrat d'avenir : des contrats de travail pas comme les autres 501

Daniel BOULMIER

- Le bureau de conciliation 98

Malik BOUMEDIENE

- Responsabilité sans faute du centre hospitalier à l'égard du praticien contaminé par le VIH dans l'exercice de ses fonctions.
 • *Conseil d'Etat (5e et 7e sections) 10 octobre 2003* .. 182

Mélanie CARLES

- Le recours au droit de retrait par la salariée victime d'un harcèlement sexuel.
 • *Cour d'appel de Riom (4e Ch. Civ.) 18 juin 2002* 33
 Contournement patronal de licenciements économiques par le recours à d'autre mode de rupture du contrat de travail : le droit d'alerte riposte efficace du comité d'entreprise.
 • *Cour d'appel de Paris (14e Ch. A) 7 mai 2003* 42

Manuel CASTEJA

- L'absence d'effet d'une autorisation administrative de licenciement portant sur des faits amnistiés.
 • *Tribunal administratif de Versailles (6e Ch.) 10 juin 2003* 433

Alain CHIREZ

- Ruptures déviantes 201

Maurice COHEN

- La mise à pied d'un représentant du personnel, qu'elle soit conservatoire ou disciplinaire, ne suspend pas l'exercice de son mandat.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2004* 438

Jean-Paul COLLOMP

- Conseils de prud'hommes et impartialité.
 • *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2003 (quatre espèces)* 129

Marie COUPILLAUD

La formation de la conviction du juge dans l'évaluation des heures supplémentaires exécutées par le salarié.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003* 28

Kléber DEROUVROY

La caducité prud'homale 138

Exégèse d'une étude qui interpelle 265

Stéphane DUCROCQ

La désignation d'un expert comptable par le comité d'établissement.

- *Tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer (1^{re} Ch.) 6 juillet 2004* 555

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS

Actualité des actions de substitution et des actions collectives 122

Le référé comme garantie de l'effectivité des droits 251

Jacques DUPLAT

Transfert de salariés à une personne publique : une compétence prud'homale élargie.

- *Tribunal des conflits, 19 janvier 2004* 146

Michel ESTEVEZ

Le recours au juge des référés pour assurer l'effectivité de la requalification de la relation d'un intérimaire par une réintégration dans l'entreprise.

- *Cour d'appel d'Amiens (Ch. Soc. - Référé) 26 novembre 2003* 373

Michel FAIVRE-PICON

Réintégration du salarié licencié alors que sa candidature aux élections professionnelles était imminente.

- *Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc. - Référé) 5 décembre 2003* 331

Eric FRAISE

La requalification du contrat en cas de travail temporaire abusif.

- *Conseil de prud'hommes de Beauvais (Sect. Ind.) 19 janvier 2004* 388

Catherine FUENTES

L'obligation pour l'employeur de préserver le salarié d'une dégradation de son état physique et nerveux ayant sa source dans l'entreprise.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 30 mai 2003* 175

Emmanuel GAYAT

Entrave au fonctionnement du comité d'entreprise : amnistie de plein droit, amnistie en raison du quantum et exclusion de l'amnistie.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 22 juillet 2004* 468

Tiennot GRUMBACH

La prud'homie face aux enjeux du procès équitable 114

Franck HÉAS

La résiliation amiable du contrat de travail pour motif économique.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2003 (deux espèces)* 258

Les conséquences de la déclaration d'inaptitude totale du salarié 541

Michel HENRY

Quand la Cour de cassation prend des libertés avec la loi (à propos du recours aux contrats à durée déterminée dits "d'usage" ...les emplois pourvus peuvent être permanents) (en collaboration avec Marie-France Bied-Charretton).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2003 (quatre espèces)* 219

Jacky HÉRAUD

L'alcool dans l'entreprise 1

Anja JOHANSSON

La légalité des heures d'équivalence en question (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 décembre 2003) (en collaboration avec Francis Meyer) 153

Marianne KELLER

Saisine directe du bureau de jugement en cas d'atteinte aux libertés dans l'entreprise (L. 422-1-1 CT). L'éviction par voie judiciaire du responsable hiérarchique auteur du harcèlement anti syndical.

- *Conseil de prud'hommes de Créteil (Commerce - Département) 28 novembre 2003* 292

Jean-Claude LAM

Urgences 250

Bernadette LARDY-PÉLISSIER

Le refus de prendre en compte la mention du lieu de travail dans le contrat : d'une dénégation des clauses à une déconstruction du droit du licenciement.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2004* 223

Anicet LEPORS

Service minimum : du bon usage du droit 514

Patrick LEROY

La saisine de la Caisse primaire en reconnaissance de la faute inexcusable interrompt la prescription biennale.

- *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003* 163

Philippe LEVAVASSEUR

La section encadrement du Conseil de prud'hommes est compétente pour connaître des litiges concernant les justiciables qui y ont été inscrits comme électeurs.

- *Conseil de prud'hommes de Caen, 18 juin 2003 (ordonnance du président)* 25

Gérard LYON-CAEN

Permanence et renouvellement du droit du travail dans une économie globalisée.

- (En appendice reproduction de : Les fondements historiques et rationnels du droit du travail) 49

Pierre LYON-CAEN

Désignation d'un délégué syndical dans un établissement de moins de cinquante salariés et contestation patronale variable suivant le syndicat qui procédait à la désignation : une protection outrancière du droit d'agir en justice.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er octobre 2003* 27

Un conflit collectif n'est pas nécessairement une grève : une distinction qui conduit à la perte d'emploi du salarié pensant user d'un droit constitutionnel.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 novembre 2003* 88

Romain MARIÉ

L'entreprise utilisatrice d'un intérimaire est passible de sanctions pénales pour refus d'embauche lié à l'activité syndicale.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 3 septembre 2003* ... 195

Produire en justice les documents de l'employeur n'est plus un vol.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mai 2004 (deux espèces) ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2004* 558

Philippe MARTIN

Assurance chômage : hasards et nécessité de la contractualisation des engagements 397

Claudie MÉNARD

Illicéité d'une prime de rendement au kilomètre constituant une incitation au dépassement de la durée du travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 novembre 2003* 330

Le nouvel employeur qui impose à un salarié au lendemain du transfert de l'entreprise un nouveau contrat, commet un manquement à l'obligation d'exécuter de bonne foi les conventions.

- *Cour d'appel d'Angers, 5 décembre 2003* 521

Isabelle MEYRAT

Remplacement des grévistes par des salariés sous CDD : une méconnaissance de l'effet utile de l'interdiction édictée par l'article L. 122-3 1° du Code du travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2003* 50

Un contrat initiative-emploi peut pourvoir à l'activité normale et permanente de l'entreprise : une exception malsaine au régime de droit commun des CDD.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2003* 323

L'érosion de la sphère du contrat de travail (à propos de l'arrêt du 10 mars 2004 Sogecler) 547

Francis MEYER

La légalité des heures d'équivalence en question (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 décembre 2003) (en collaboration avec Anja Johansson) 153

Laurent MILET

La prédominance de la présomption d'imputabilité dans la jurisprudence récente en matière d'accidents du travail 303

Michel MINÉ

Condamnation d'un employeur pour discrimination raciale à l'embauche.

- *Cour d'appel de Paris (11e Ch. Corr. B) 17 octobre 2003* 329

Les nouveaux apports du droit pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'emploi et le travail..... 352

Le respect du droit à la pause.

- *Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 23 mai 2002* .. 427

Réintégration d'un ingénieur sécurité licencié pour avoir exercé normalement ses fonctions.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. E) 25 mars 2004* ... 532

Pascal MOUSSY

Oralité et représentation des parties 106

Où en sommes-nous de nos amours ? (à propos de l'affirmation du référé prud'homal comme un chemin incontournable pour une défense efficace des droits des travailleurs)..... 273

Un même magistrat administratif peut connaître successivement de la même question en référé et au fond s'il s'est borné en référé à suspendre une décision administrative en fonction de l'urgence.

- *Conseil d'Etat (3e sous-section) 12 mai 2004* 537

Sylvie NICOLIER-BIGEL

L'expérience d'une conseillère prud'homme CGT au référé parisien 282

Mireille PANIGEL-NENNOUCHE

Réquisition des grévistes par le préfet et recours au référé liberté (affaire Clinique du Parc).

- *Conseil d'Etat (1re et 2e ss-sect.) 9 décembre 2003* 185

Le juge administratif de l'urgence 256

Henri PESCHAUD

Trajet et travail : le prix de la mobilité 57

Emmanuelle PRADA-BORDENAVE

Responsabilité de l'Etat dans les préjudices subis par les travailleurs exposés à l'amiante.

- *Conseil d'Etat, 3 mars 2004 (deux espèces)* 206

Michel RACQUE

Les heures de délégation de l'article 412-20 al. 3 sont attribuées globalement et annuellement à la section syndicale (en collaboration avec Arnaud de Senga).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 572

Sandra RENDA

La dualité juridictionnelle à l'épreuve du contrôle de la motivation de la lettre de licenciement d'un représentant du personnel.

- *Cour d'appel de Versailles (6^e Ch. Soc.) 2 mars 2004* **436**

Pascal RENNES

Sécurité pour les uns, risques pour les autres **164**

L'appartenance à la communauté de travail, condition de validité de la désignation de représentants syndicaux.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003 - Tribunal d'instance de Paris (17^e arrdt) 2 juillet 2003* **337**

La réintégration d'un demandeur d'élections postérieurement à une convocation à un entretien préalable.

- *Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 20 mai 2003* **570**

Jean-Louis REY

Discrimination syndicale dans la fonction publique : la réintégration dans les fonctions à la suite d'une mutation entachée de détournement de pouvoir.

- *Cour administrative d'appel de Bordeaux (2^e Ch. B) 16 mars 2004* **429**

Marc RICHEVAUX

Droit pénal du travail.

- *Extraits de décisions commentées 43, 243, 343, 440, 487*

Carlos RODRIGUEZ

Le rôle actif du juge prud'homal au regard des pouvoirs du bureau de conciliation **267**

Yves SAINT-JOURS

La médecine en butte à la restriction des soins **301**

Haro sur la représentation et l'assistance syndicale en matière prud'homale **340**

L'autonomie conceptuelle de la faute inexcusable.

- *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 27 janvier 2004* **420**

Francis SARAMITO

La disparition d'un grand travailleur (hommage à Gérard Lyon-Caen)..... **140**

Une clause de mobilité ne saurait faire obstacle à la faculté de se lier à plusieurs employeurs en cas de travail à temps partiel.

- *Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 16 décembre 2003* **339**

La garantie par l'AGS des indemnités dues au salarié en cas de rupture du contrat de travail pour force majeure consécutive à un sinistre.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 18 décembre 2003* **381**

Le nouveau visage de la négociation collective **445**

Arnaud de SENGA

L'autorité du Conseil de prud'hommes pour requalifier un accident de trajet en accident du travail et assurer la protection de l'emploi de la victime.

- *Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (section industrie) 8 juin 2000* **77**

Le "désamorçage" de la présomption de non salariat.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003* **82**

Le principe de l'intangibilité des pensions liquidées ne fait pas obstacle à la renonciation par le bénéficiaire.

- *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 18 novembre et 16 septembre 2003* **172**

La liberté d'expression du mandataire salarié au sein du conseil d'administration.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Référé) 19 septembre 2003* **192**

Le contrôle par le juge administratif de remplacement de grévistes par des CDD dans une entreprise publique.

- *Cour administrative d'appel de Nancy, 18 décembre 2003* **482**

Faux sous-traitant et prêt illicite de main d'œuvre.

- *Cour d'appel de Douai (22^e Ch. Corr.) 22 juin 2004* **486**

Le rétrécissement prétorien du champ d'information du comité d'entreprise en matière de travailleurs handicapés.

- *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 10 juin 2004* **554**

Les heures de délégation de l'article 412-20 al. 3 sont attribuées globalement et annuellement à la section syndicale.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* **572**

Patrick TILLIE

Si la présence du préfet est obligatoire dans un litige intéressant le personnel d'un organisme de Sécurité sociale, il ne possède pas un droit propre à engager lui-même l'instance.

- *Cour d'appel de Douai, 31 octobre 2002* **424**

Le rôle protecteur de la convention collective à l'égard de la clause de mobilité insérée dans le contrat de travail.

- *Cour d'appel de Douai, 16 avril 2004* **472**

Chantal VERDIN

A propos de l'arrêt *Devun* du Tribunal des conflits du 19 janvier 2004 **152**

Vincent WAUQUIER

Le caractère collectif de l'intéressement **405**

Pagination des rubriques du “Droit Ouvrier” 2004

N° du <i>Droit Ouvrier</i>	Mois	Doctrine	Documents	Juris- prudence	Chroniques jurisprudentielles (1)
666	Janvier	1 à 14	15 à 20	21 à 42	42 à 46 (DP)
667	Février	45 à 62	63 à 72	73 à 94	
668	Mars	97 à 143		144	
669	Avril	145 à 168		169 à 193	
670	Mai	201 à 216		217 à 242	243 à 247 (DP)
671	Juin	249 à 282		283 à 299	
672	Juillet	301 à 321		322 à 342	343 à 346 (DP)
673	Août	349 à 370	371	372 à 389	390 à 395 (DSE)
674	Septembre	397 à 408	409 à 419	420 à 439	440 à 442 (DP)
675	Octobre	445 à 458	459 à 465	466 à 486	487 à 490 (DP)
676	Novembre	493 à 514	514 à 518	519 à 538	
677	Décembre	541 à 551	552 à 553	554 à 574	575 à 578 (DSE)

(1) DP = Droit pénal du travail
DSE = Droit social européen

Table alphabétique des matières*

accidents du travail et maladies professionnelles

• définition

Accident survenu au temps et au lieu du travail – Salarié procédant à la réparation de son cyclomoteur – Acte étranger à l'exécution du travail faisant échapper l'intéressé à l'autorité de l'employeur – Bénéfice de la législation.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 3 avril 2003* 21

Suicide du salarié à son domicile – État dépressif qui aurait été dû à un harcèlement moral et psychologique – Lien de causalité avec le travail non établi – Preuve de harcèlement invoqué non apportée – Absence de caractère professionnel du décès – Bénéfice de la législation (non).

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 3 avril 2003* 21

• *Note Francis Saramito* 22

Mission – Salarié victime d'un accident mortel de la circulation sur un parcours entre son domicile et le lieu de sa mission – Temps de la mission assimilé au temps de travail – Exécution du parcours couvert par la présomption d'imputabilité au travail – Accident du travail et non accident de trajet.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 12 mai 2003*73

Imputabilité – Agent de conduite de la SNCF victime d'un malaise dans le foyer du personnel roulant – Accident survenu au cours d'une mission – Assimilation au temps et au lieu du travail – Bénéfice de la législation..

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003* ..171

Doctrines :

La prédominance de la présomption d'imputabilité dans la jurisprudence récente en matière d'accident du travail,

• *par Laurent Milet*303

Annexe 1 : Accidents du travail – Définition – Distinction avec la maladie – Événement ou une série d'événements survenus à des dates certaines par le fait ou à l'occasion du travail – Lésion corporelle – Apparition tardive – Sclérose en plaque dont les symptômes sont apparus peu après une vaccination imposée au salarié par son employeur en raison de son activité professionnelle

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 avril 2003*313

Annexe 2 : Accidents du travail – Définition – Distinction avec la maladie – Dépression nerveuse suite à un entretien d'évaluation – Accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 1^{er} juillet 2003*313

Annexe 3 : Accidents du travail – Salarié en mission – Présomption d'imputabilité – Conditions – Décès au cours d'une interruption du trajet en mission.

• *Cour de Cassation (2^e Ch. Civ.) 1^{er} juillet 2003* ... 314

Annexe 4 : Accidents du travail – Définition – Accident en dehors du temps de travail – Salarié en position d'astreinte à son domicile – Présomption d'imputabilité (non).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 avril 2003* 314

Reconnaissance implicite par la Caisse du caractère professionnel – Décision opposable à l'employeur – Demande de communication du dossier par celui-ci postérieurement à cette décision – Absence d'obligation pour la Caisse qui, par ailleurs, n'a procédé à aucune mesure d'instruction – En cas de contestation, appréciation souveraine par le juge du fond du caractère professionnel.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 16 décembre 2003* 519

• accident de trajet

Protection dans l'emploi – Bénéfice – Qualification d'accident de trajet retenue par la CPAM – Caractère erroné – Autonomie du pouvoir de qualification du Conseil de prud'hommes – Requalification en accident de travail.

• *Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Sect. Industrie) 8 juin 2000* 74

• *Note Arnaud de Senga* 77

• protection

Licenciement consécutif à un accident du travail – Réparation spécifique prévue à l'article L. 122-32-7 du Code du travail.

Conventions et accords collectifs – Défaut d'information du salarié sur celle applicable à l'entreprise – Préjudice ouvrant droit à réparation.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2004* 566

• réparation

Action de la victime en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur – Prescription – Point de départ : date de la reconnaissance par la Sécurité sociale du caractère professionnel de l'accident ou de la maladie.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 3 avril 2003* 77

Faute inexcusable – Indemnisation de la victime – Prescription – Interruption – Réclamation.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003*169

• *Note Patrick Leroy* 169

Fonctionnaires et agents publics – Accident de travail – Praticien hospitalier – Contamination par le VIH – Responsabilités de l'employeur et de l'Etat – Responsabilité pour faute (non) – Caractère anormal du préjudice – Responsabilité sans faute de l'employeur (oui).

• *Conseil d'État (5^e et 7^e ss-sect.) 10 octobre 2003*180

• *Note Malik Boumédiène, docteur en droit public* 182

* Les auteurs dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

Doctrine :

Responsabilité de l'Etat dans les préjudices subis par les travailleurs exposés à l'amiante

• *Conclusions de Emmanuelle Prada-Bordenave, Commissaire du gouvernement* 206

Annexe : Accidents de travail et maladies professionnelles – Amiante – Obligation générale de sécurité de l'employeur n'écartant pas la responsabilité des pouvoirs publics – Responsabilité de l'Etat pour faute simple (deux espèces) – 1^o Période antérieure au décret de 1977 – Absence d'évaluation des risques pesant sur les travailleurs – Absence de mesures aptes à éliminer ou limiter les dangers d'une exposition (première espèce) – 2^o Période postérieure au décret de 1977 – Mesures ne constituant pas une protection efficace – Absence d'études appropriées avant 1995 malgré une dangerosité avérée (deuxième espèce).

• *Première espèce : Conseil d'Etat (Assemblée) 3 mars 2004* 215

• *Deuxième espèce : Conseil d'Etat (Assemblée) 3 mars 2004* 216

Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de rente – Réduction – Conditions – Faute de la victime devant présenter un caractère inexcusable.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 27 janvier 2004* 420

• *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* 420

Incidence d'une décision de relaxe de l'employeur au pénal à l'occasion de faits non intentionnels – Dissociation en ce cas de la faute civile de la faute pénale – Possibilité, en dépit de la relaxe, d'une action en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003* 421

amnistie

Protection des représentants du personnel – Autorisation de licenciement – Contestation – Loi d'amnistie – Effets.

• *Tribunal administratif de Versailles (6^e Ch.) 10 juin 2003* 433

• *Note Manuel Casteja, DEA de droit comparé, Union locale CGT de Chatou* 433

Entrave au Comité d'entreprise – 1^o Conflit de travail – Notion – 2^o Amnistie de plein droit – Champ d'application – Interprétation.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 22 juillet 2004* 466

• *Note Emmanuel Gayat* 468

assurance

Police accessoire à un contrat de prêt et garantissant les conséquences de la perte d'emploi – Limitation de la garantie au cas de licenciement et de perception des indemnités de chômage – Salarié ayant adhéré à une convention de conversion – Conditions de garantie du contrat réunies.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 septembre 2003* ... 78

assurances sociales**• assurance vieillesse**

Allocation de veuvage – Délai dans lequel la demande doit être introduite sous peine de prescription – Demande incomplète suffisant pour la préservation des droits de l'intéressé.

• *Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 13 mai 2003* 22

Liquidation de la pension – Principe d'intangibilité des droits liquidés – Limites – Renonciation (deux espèces) – Taux plein automatique à 60 ans pour inaptitude au travail – Proratisation de la pension en fonction de la durée d'assurance – Poursuite de l'activité afin d'améliorer les droits à pension – Renonciation temporaire à la pension (oui) (première espèce) – Droits ouverts auprès de deux régimes – Perception de la deuxième prestation faisant perdre le bénéfice de la première – Renonciation définitive (oui) (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de Cassation (2^e Ch. Civ.) 18 novembre 2003* 171

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003* 171

• *Note Arnaud de Senga* 172

Départ anticipé en préretraite – Employeur gestionnaire d'un régime spécial – Erreur dans le taux de remplacement indiqué au salarié – Préjudice – Attribution de dommages et intérêts.

• *Conseil de prud'hommes de Lyon (Sect. encadr.) 22 mai 2003* 173

chômage (assurance)**• allocations****Doctrine :**

Les "recalculés" : d'un conflit social à une controverse juridique,

• *par Vincent Bonnin, Maître de conférences à l'Université de Poitiers* 315

Annexe : Chômage – Assurance – Dispositif du PARE – Obligations bilatérales – Formation d'un contrat synallagmatique (oui) – Avenant conventionnel réducteur de droits – Application aux contrats en cours (non).

• *Tribunal de grande instance de Marseille (1^{re} Ch. Civ.) 15 avril 2004* 320

Salarié d'une entreprise publique, dont le personnel est soumis à un statut, mis à la retraite d'office avec une pension minorée – Droit à l'allocation différentielle prévue par les textes d'application de la convention du 24 février 1989.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 octobre 2003* 322

Doctrine :

Assurance-chômage : hasards et nécessité de la contractualisation des engagements,

• *par Philippe Martin, COMPTRESEC-CNRS, Université Montesquieu Bordeaux IV* 397

Fraude aux allocations d'aides aux travailleurs privés d'emploi – Fausses déclarations – Infraction constituée.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 30 juin 2004* 487

comités d'entreprise

• action en justice

Droit d'alerte – Champ d'application – Nombreuses démissions constatées et lien éventuel avec la situation économique de l'entreprise – Désignation d'un expert-comptable – Demande d'annulation de la procédure par l'employeur devant le juge des référés – Absence de trouble manifestement illicite et de dommage imminent pour l'entreprise.

- *Cour d'appel de Paris (14^e Ch. A) 7 mai 2003* 422
- *Note Mélanie Carles* 422

• attributions économiques

Comité central – Projet de réorganisation – Information et consultation – Articulation avec l'information et la consultation du comité d'entreprise européen.

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (Réf.), 1^{er} août 2003* 390
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Réf.), 10 octobre 2003* 390

Prise de participation dans une société créée – Absence de consultation du CE – Entrave.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 3 février 2004* 440

Informations obligatoires – Transmission de la déclaration annuelle relative aux travailleurs handicapés – Atteinte à la vie privée – Employeur fondé à refuser cette transmission.

- *Cour de Cassation (2^e Ch. civ.) 10 juin 2004* 554
- *Note Arnaud de Senga* 554

• votes et délibérations

Protection des représentants du personnel – Mise à pied – Mandat non suspendu – Comité d'entreprise – Désaccord sur l'ordre du jour – Décision du juge des référés.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2004* 437
- *Note Maurice Cohen* 438

• experts

Comité d'établissement – Droit à l'assistance d'un expert-comptable – Comptes arrêtés au niveau de l'entreprise – Caractère indifférent – Examen des comptes de l'établissement – Contestation patronale de la désignation – Rejet.

- *Tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer (1^{re} Ch.) 6 juillet 2004* 555
- *Note Stéphane Ducrocq, Avocat au Barreau de Lille* 556

• fonctionnement

Rédaction des procès-verbaux – Employeur ne participant pas à cette rédaction – Cour d'appel ne pouvant en cas de carence de secrétaire, juger qu'un huissier de justice pouvait en être chargé par l'employeur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2003* 520

• entraves

Défaut de consultation – Entrave – Non-lieu – Nécessité pour la juridiction de se prononcer sur chacun des faits d'entrave – Cassation.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 décembre 2003* .. 243

Amnistie – Entrave au Comité d'entreprise – 1^o Conflit du travail – Notion – 2^o Amnistie de plein droit – Champ d'application – Interprétation.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 22 juillet 2004* 466
- *Note Emmanuel Gayat* 468

comités d'entreprise européen

Comités d'entreprise – Comité central – Projet de réorganisation – Information et consultation – Articulation avec l'information et la consultation du comité d'entreprise européen.

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (Réf.), 1^{er} août 2003* 390
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Réf.), 10 octobre 2003* 390

Informations indispensables à l'ouverture des négociations – Direction centrale non située dans un Etat membre – Obligations d'information – Contenu.

- *Cour de justice des Communautés européennes, 13 janvier 2004* 392

conseil de prud'hommes

Doctrine :

Les bonnes pratiques prud'homales (actes du colloque de la Commission de Droit social du SAF, 6 décembre 2003)

– Le bureau de conciliation,

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Institut régional du travail, Université de Nancy II, Chercheur au CERIT-CDRP* 98

Doctrine :

– Oralité et représentation des parties,

- *par Pascal Moussy* 106

Doctrine :

– La prud'homie face aux enjeux du procès équitable,

- *par Tiennot Grumbach, ancien directeur de l'ISST-Sceaux Paris I, Avocat au Barreau de Versailles* .. 114

Doctrine :

– Actualité des actions de substitution et des actions collectives,

- *par Marie-Laure Dufresne-Castets* 122

Annexe : Syndicats professionnels – Action en justice – Action de substitution – 1^o Nature – Action personnelle – Portée – 2^o Information préalable du salarié – Nécessité et modalités – 3^o Lettre d'intention – Contenu – Limites de la demande – 4^o Lettre d'intention – Envoi – Action engagée le jour même – Recevabilité – Condition.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2000* 127

Doctrine :

Conseil de prud'hommes et impartialité

- *Avis de Jean-Paul Collomp, Avocat général à la Cour de cassation* 129

Annexes : Conseils de prud'hommes – Fonctionnement – Conseillers – Appartenance syndicale – Identité d'affiliation à une confédération avec un intervenant au litige (quatre espèces) –

Récusation – Fondement légitime (non) (trois espèces) – Suspicion légitime – Fondement légitime (non) (une espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2003* 136
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2003* 136
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2003* 136
- *Quatrième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2003* 137

Doctrine :

La caducité prud'homale

- *par Kléber Derouvro* 138
- Annexe : Conseils de prud'hommes – Absence du demandeur – Caducité (deux espèces) – Comparution du demandeur après l'appel des causes – Caractère tardif de cette présence n'autorisant pas à prononcer la caducité (première et troisième décisions) – Demande de relevé de caducité – Limitation à une seule fois (non) (deuxième décision).
- *Première espèce : Cour d'appel de paris (1^{re} Ch. D) 28 novembre 1986* 141
- *Deuxième espèce : 1) Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2000 2) Cour d'appel de Paris (22^e Ch. B) 22 mars 2002* 142
- Conseil de prud'hommes et impartialité : mise en œuvre de la jurisprudence de la Cour de cassation.
- *Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 2 janvier 2004* 144

• compétence

Doctrine :

Transfert de salariés à une personne publique : une compétence prud'homale élargie,

- *Conclusions de Jacques Duplat, Commissaire du gouvernement* 146
- Annexe : Transfert d'entreprise – Activité transférée à une personne morale entretenant habituellement des rapports de droit public avec son personnel – Sort du personnel – Période postérieure au transfert mais antérieure à une formalisation de l'embauche – Persistance de rapports de droit privé – Compétence prud'homale.
- *Tribunal des conflits 19 janvier 2004* 151
- *Note Chantal Verdin, présidente du CPH de Paris* ..152

• procédure

Doctrine :

A propos de la caducité,

- *par Bernard Augier, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homie* 13
- Recours – Appel – Absence d'exécution provisoire ordonnée par le jugement – Saisine du Premier président pour l'obtenir (525 s. NCPC) – Comportement de l'employeur ayant ralenti la procédure – Exécution provisoire ordonnée.
- *Cour d'appel de Metz (Référé) 17 juillet 2003* 23
- *Note Ralph Blindauer* 24

Section encadrement – Compétence – Contestation – Salarié justiciable au titre de la section encadrement – Procédure – Ordonnance du président du Conseil de prud'hommes.

- *Conseil de prud'hommes de Caen - 18 juin 2003 (Ordonnance)* 25
- *Note Philippe Levavasseur, Doctorant* 25

Durée du travail - Heures supplémentaires - Existence - Preuve - Juge devant exiger une participation active de l'employeur - Mesure d'instruction pouvant être ordonnée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003* ... 28
- *Note Marie Coupillaud, Doctorante* 28

Entreprises en difficultés – Assurance des créances salariales – Refus de garantie par l'AGS des créances figurant sur les relevés visé à l'article L. 143.11.7 – Action ouverte au salarié à l'encontre de l'AGS devant le Conseil de prud'hommes, sans préliminaire de conciliation – Règle de l'unicité de l'instance non applicable à ce type de litige.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juin 2003* 84

Tribunaux – Responsabilité de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service de la justice – Absence de fixation d'une affaire devant le juge départiteur trois ans après le partage.

- *Tribunal de grande instance de Tarascon, 20 juin 2003* 92

Litige intéressant le personnel d'un organisme de Sécurité sociale – Présence obligatoire du Préfet à l'instance – Droit propre (non).

- *Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 31 octobre 2002* 423
- *Note Patrick Tillie* 424

Syndicats professionnels – Action en justice – Fonctionnement d'un Conseil de prud'hommes – Plainte pour jugement non-conforme au délibéré – Accusation de faux en écriture publique – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité de l'action.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.), 3 février 2004* 441

Discrimination syndicale – Préjudice de carrière – Evaluation – Désignation de conseillers rapporteurs.

- *Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 4 décembre 2003* 469

Syndicats professionnels – Discrimination – Préjudice dans l'évolution de carrière – Pouvoirs du juge (deux espèces) – Repositionnement du salarié (première espèce) – Délivrance du matériel adéquat – Attribution d'un véhicule poids lourd (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 février 2004* 484
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2004* 484

Représentation des parties

Doctrine :

Haro sur la représentation et l'assistance syndicales en matière prud'homale,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* 349

Document :

Déclaration de la CGT : Une nouvelle atteinte aux droits des salariés (décret du 20 août 2004) 409

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils

- *1) Cour de cassation (Bureau d'aide juridictionnelle) Décision n° 3264/2000* 552
- *2) Cour de cassation (Bureau d'aide juridictionnelle) Décision n° 9897/2003* 552

• référé prud'homal

Les contentieux de l'urgence et le droit du travail

Doctrines :

Urgences,

- par **Jean-Claude Lam**, Directeur de PRUDIS-CGT, Institut spécialisé de formation des conseillers prud'hommes salariés 250

Doctrines :

Exégèse d'une étude qui interpelle,

- par **Kléber Derouvroy** 265

Doctrines :

Où en sommes-nous de nos amours ? (à propos de l'affirmation du référé prud'homal comme un chemin incontournable pour une défense efficace des droits des travailleurs),

- par **Pascal Moussy** 273

Doctrines :

L'expérience d'une conseillère prud'homme CGT au référé parisien,

- par **Sylvie Nicolier-Bigel**, Conseillère prud'homme 282

Licenciements économiques présentés comme des licenciements pour "fin de chantier" – Licenciements intervenus sans que l'employeur ait procédé à la recherche préalable de possibilités de reclassement – Proposition de réintégration faite aux salariés à la veille de l'audience de la formation de référé saisie d'une demande de remise en l'état de nature à faire cesser le trouble manifestement illicite constitué par le manquement au "devoir de prévention".

- *Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Référé)* 22 octobre 2002 284

Non-paiement par l'employeur d'heures consacrées à l'exercice de mandats représentatifs – Saisine du référé – Absence de contestation sérieuse sur le droit à la rémunération de ces heures.

- *Conseil de prud'hommes de Fort-de-France (Référé)* 18 avril 2002 285

Allocation d'une provision sur salaires à des salariés indûment considérés comme grévistes parce qu'ils avaient formulé des revendications pendant le temps de pause.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 18 décembre 2001 ... 286

Désignation de conseillers-rapporteurs – Temps de pause présentant les critères d'un temps de travail effectif.

- *Conseil de prud'hommes d'Aix-en-Provence (Référé)* 12 mars 2004 287

Pouvoirs – Contrat de mission temporaire – Requalification – Urgence – Evidence – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat sous astreinte (confirmation).

- *Cour d'appel d'Amiens* 26 novembre 2003 372
- *Note Michel Estevez*, Conseiller prud'homme 373

Protection des représentants du personnel – Référé prud'homal – Trouble manifestement illicite constitué par le refus de laisser accéder à son poste de travail un délégué syndical maîtrisant mal la langue française (lue et écrite) en lui opposant une lettre de "démission" pré-rédigée par l'employeur et présentée à la signature comme une demande d'organisation d'élections professionnelles.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C)* 1^{er} juillet 2004 ... 567

- *Note Pascal Moussy* 568

• bureau de conciliation

Doctrines :

Le rôle actif du juge prud'homal au regard des pouvoirs du bureau de conciliation,

- par **Carlos Rodriguez** 267

Pouvoirs juridictionnels du Bureau de conciliation – Ordonnance enjoignant à l'employeur de mettre en l'état un logement de fonction.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (sect. act. div. - Conciliation)* 15 juin 2004 521

• statut des conseillers

Entreprises en difficultés – Redressement judiciaire – Assurance des créances salariales – Etendue de la garantie – Conseiller prud'homme licencié sans observation de la procédure protectrice – A défaut de réintégration, droit à une indemnité au moins égale à la rémunération courant depuis la date de la rupture jusqu'à celle de l'expiration de son mandat – Nature de cette indemnité – Créance de salaire (non) – Réparation du préjudice causé par l'irrégularité de la rupture – Garantie due.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Sect. commerce)* 7 octobre 2003 384

Protection des représentants du personnel – Licenciement d'un conseiller prud'homme – Société en redressement judiciaire – Exonération de demande d'autorisation administrative (non) – Entrave (oui) – Condamnation du liquidateur.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.)*, 25 mai 2004 440

contrats d'aide à l'emploi

Doctrines :

Du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité au contrat d'avenir : des contrats de travail "pas comme les autres" ?...

- par **Vincent Bonnin**, Maître de conférences à l'Université de Poitiers 501

• contrat initiative emploi

Secteur marchand – Contrat initiative-emploi (CIE) – Affectation à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Exception au régime de droit commun des CDD (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 18 novembre 2003 323
- *Note Isabelle Meyrat* 323

contrat de travail

• définition du rapport salarial

Employeur – Détermination – Démonstrateur de grand magasin. 1) Marque déléguant sa politique commerciale à un sous-traitant ayant embauché le salarié – Produits vendus propriétés du grand magasin qui les achète à la marque – Opération aboutissant uniquement à fournir un vendeur au grand magasin – Salarié ne bénéficiant pas de la convention collective des grands magasins ni des accords d'entreprise – Prêt de main-d'œuvre à but lucratif.

2) Licenciement du démonstrateur – Détermination de l’auteur du licenciement – Entreprises participantes ayant, ensemble, la qualité d’employeur – Condamnation solidaire à la réparation du préjudice (indemnités de rupture, dommages-intérêts...).

• *Cour d’appel de Paris (21^e Ch. C) 1^{er} juillet 2003* . 79

Qualification – Travailleur inscrit au registre du commerce et des sociétés – Présomption de non-salarié – Tribunal tenu d’examiner les conditions concrètes d’exercice de l’activité – Caractérisation d’un lien de subordination – Existence d’un contrat de travail.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003* 81

• *Note Arnaud de Senga* 82

Distinction avec un travailleur indépendant – Contrat de location de taxi – Clauses caractérisant la dépendance du chauffeur – Requalification.

• *Cour d’appel de Versailles (6^e Ch. Soc.) 16 septembre 2003* 326

• période d’essai

Travail en atelier protégé – Période d’essai - Régime (deux espèces).

• *Première espèce : Cour d’appel d’Agen 5 novembre 2002* 39

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2003* 41

Statuts particuliers – Travailleurs handicapés – Travail en atelier protégé – Période d’essai – Interruption – Autorisation préalable de la COTOREP.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 571

• clauses spéciales

Transfert d’entreprise – Chantiers de nettoyage – Convention collective prévoyant le maintien de contrats de travail en cas de succession d’entreprises sur le même chantier – Transfert d’un seul chantier parmi ceux qui étaient confiés à la salariée par l’entreprise cédante – Nouvel employeur ne pouvant prendre de mesures empêchant l’intéressée de continuer son activité sur les autres chantiers – Application d’une clause de mobilité devant respecter les dispositions de l’article L. 120-2 du Code du travail.

• *Cour d’appel de Versailles (6^e Ch.) 16 décembre 2003* 338

• *Note Francis Saramito* 339

Clause de mobilité – Interaction avec la convention collective – Respect d’un délai de prévenance.

• *Cour d’appel de douai (Ch. Soc.) 16 avril 2004* ... 471

• *Note Patrick Tillie* 472

• modifications du contrat de travail

1) Mention du lieu de travail – Portée – Valeur informative. 2) Syndicat professionnel – Syndicat d’établissement – Recevabilité de l’action en justice – Contestation d’une restructuration dépassant le cadre de l’établissement – Caractère indifférent.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2004* 222

• *Note Bernadette Lardy-Pélissier, Maître de conférences à l’université de Toulouse* 223

Employeur proposant un avenant au contrat supprimant le treizième mois – 1) Avenant ne pouvant être moins favorable que les dispositions d’un accord collectif toujours en vigueur – 2) Mention “sous réserve de mes droits collectifs” manifestant l’absence d’une volonté claire et non équivoque d’acceptation.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2003* 523

• exécution

Changement d’employeur – Présentation d’un nouveau contrat – Acceptation sans délai – Faits constituant un manquement à l’exécution de bonne foi du contrat de travail.

• *Cour d’appel d’Angers (Ch. Soc.) 5 décembre 2003* 521

• *Note Claudie Ménard, Union départementale du Maine-et-Loire* 523

Doctrines :

L’érosion de la sphère du contrat de travail (à propos de l’arrêt du 10 mars 2004 Sogecler)

• *par Isabelle Meyrat* 547

Annexe : Contrat de travail – Exécution – Primes et gratifications – Clause contractuelle renvoyant au règlement intérieur – Incorporation des dispositions de celui-ci au contrat (non) – Défaut.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 mars 2004* 551

contrat à durée déterminée

• cas de recours

Remplacement des grévistes – Recours à des CDD – Licéité – Condition – Respect formel des cas de recours.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2003* 89

• *Note Isabelle Meyrat* 90

Contrat à durée déterminée – Contrat d’usage – Recours – Conditions (quatre espèces).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2003* 217

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2003* 218

• *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2003* 218

• *Quatrième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2003* 218

• *Note Michel Henry et Marie-France Bied-Charreton* 219

Grève – Services publics – Remplacement des grévistes par des CDD – Illicéité de principe – Réserve de circonstances exceptionnelles – Conditions réunies (non).

• *Cour administrative d’appel de Nancy (3^e Ch.) 18 décembre 2003* 482

• *Note Arnaud de Senga* 483

• requalification

Licenciement pour motif personnel – Saisine du CPH par le salarié pour obtenir la requalification de son contrat précaire de travail – Licenciement par mesure de rétorsion – Atteinte à une liberté fondamentale – Suspension de la mesure de licenciement en attendant l’examen par les juges du fond.

• *Cour d’appel de Paris (18^e Ch. C) 15 janvier 2004* . 432

• suspension

Inaptitude du salarié – Suspension du contrat – Absence de versement des salaires.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2003 .. 376*
- *Note Marie-France Bied-Charreton 376*

conventions et accords collectifs

• négociation

Doctrine :

Le nouveau visage de la négociation collective,

- *par Francis Saramito..... 445*

• interprétation et application

Contrat de travail – Clause de mobilité – Interaction avec la convention collective – Respect d'un délai de prévenance.

- *Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 16 avril 2004 .. 471*
- *Note Patrick Tillie 472*

Durée du travail – Accord d'entreprise sur l'aménagement et la réduction du temps de travail – Modalités particulières à certaines catégories de personnel – Personnel en itinérance effectuant des périodes de travail pendant des jours et des nuits consécutives "hors centre" – Prévision d'une négociation ultérieure non réalisée pour revoir la situation de ce personnel – Régime appliqué comportant des contraintes (durée hebdomadaire supérieure à 35 heures, périodes équivalant à des astreintes) ne faisant l'objet que de compensations pécuniaires – Convention de branche applicable accordant un temps de repos supplémentaire en contrepartie – Application cumulée de la convention de branche et de l'accord d'entreprise.

- *Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch.) 28 janvier 2004 .. 476*

Durée du travail – Heures supplémentaires – Durée entre 35 et 39 heures – Période Aubry I – Dispositions législatives spécifiques inexistantes – Dispositions conventionnelles prévoyant une compensation – Application.

- *Tribunal de grande instance de Valence (1^{re} Ch.) 3 septembre 2002 478*

Durée du travail – Travail de nuit – Contreparties pécuniaires conventionnelles – Application de la loi postérieure – Période nocturne ouvrant droit à majoration de salaire – Respect de la nouvelle définition.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004 565*

Licenciement – Licenciement consécutif à un accident du travail – Réparation spécifique prévue à l'article L. 122-32-7 du Code du travail.

Conventions et accords collectifs – Défaut d'information du salarié sur celle applicable à l'entreprise – Préjudice ouvrant droit à réparation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2004 566*

délégués du personnel

• attributions

Atteinte aux libertés dans l'entreprise – Discrimination et harcèlement à l'égard d'un syndiqué – Saisine directe du Bureau de jugement (L. 422-1-1) – Mise à l'écart du responsable hiérarchique ordonnée.

- *Conseil de prud'hommes de Créteil (Commerce - Département) 28 novembre 2003 291*
- *Note Marianne Keller, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 292*
Sous-note : Syndicats professionnels – Discrimination – Préjudice de carrière des militants – Saisine directe du Bureau de jugement pour atteinte aux libertés dans l'entreprise – Réparation accordée.
- *Conseil de prud'hommes de Marseille (Industrie - Département) 18 avril 2002 294*

• heures de délégation

Conseils de prud'hommes – Non-paiement par l'employeur d'heures consacrées à l'exercice de mandats représentatifs – Saisine du référé – Absence de contestation sérieuse sur le droit à la rémunération de ces heures.

- *Conseil de prud'hommes de Fort-de-France (Référé) 18 avril 2002 285*

délégués syndicaux

• désignation

Etablissement de moins de cinquante salariés – Présence de délégués sans contestation de l'employeur – Désignation d'un délégué supplémentaire par un nouveau syndicat – Contestation patronale de la désignation – Absence de discrimination (sic !).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} octobre 2003 27*
- *Avis de M. l'Avocat général Pierre Lyon-Caen 27*

Conditions (deux espèces) – Représentant syndical au comité d'entreprise – Salariée démonstratrice dans un grand magasin (première espèce) – Délégué syndical – Musicien ancien salarié de l'entreprise et transféré à une entreprise prestataires de service de celle-ci (deuxième espèce) – Appartenance à la communauté de travail (oui) – Ancienneté requise (oui).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003 335*
- *Deuxième espèce : Tribunal d'instance de Paris (17^e arrdt) 2 juillet 2003 336*
- *Note Pascal Rennes 337*

Etablissement de moins de cinquante salariés – Présence de délégués sans contestation de l'employeur – Désignation d'un délégué supplémentaire par un nouveau syndicat – Contestation patronale de la désignation – Principe constitutionnel d'égalité faisant interdiction à l'employeur de contester cette désignation.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 mai 2004 425*

• heures de délégation

Doctrine :

Trajet et travail : le prix de la mobilité,

- *par Henri Peschaud, DESS de droit social 57*

Annexes : Durée du travail – 1) Représentants du personnel – Temps de déplacement – Temps excédant le trajet normal – Rémunération par l'employeur (oui) (quatre espèces) – 2) Travailleurs itinérants – Temps de trajet non assimilable à du temps de travail effectif – Exception lorsque le trajet déroge au temps normal – Extrémité du trajet devant être constituée par le domicile (première espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2003* 60
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 1999* 60
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 1997* 61
- *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2003* 62

• entrave

Discrimination et entraves – 1° Modification des tâches et absence de versement d'une prime – Incitation à une résiliation amiable du contrat de travail – 2° Défaut de panneau d'affichage – Infraction instantanée – Régularisation indifférente.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 6 janvier 2004* 343

démission

Doctrine :

Ruptures déviantes,

- *par Alain Chirez, Professeur agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse* 201

discriminations

Grève – Rémunération – Discrimination entre les grévistes – Paiement des jours de grève aux seuls représentants du personnel – Patronat ne pouvant imposer l'usage d'heures de délégation – Salaires dus à l'ensemble des grévistes.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Départ.) 7 juillet 2003* 30

Syndicats professionnels – Discrimination dans l'avancement – Période probatoire supérieure à celle de ses collègues à la suite de l'obtention d'un diplôme.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 25 novembre 2003* .. 46

Syndicats professionnels – Discrimination – Offre d'emploi d'été soumise à la condition de ne pas partager les vues de la CGT – Violation de l'article 225-1 Code pénal.

- *Tribunal de grande instance d'Arras (Ch. Corr.) 18 mars 2003* 91

Discrimination raciale à l'embauche – Salarié de couleur noire exclu du contact avec la clientèle – Infraction constituée – Condamnation.

- *Cour d'appel de Paris (11^e Ch. Corr. B) 17 octobre 2003* 329
- *Note Michel Miné* 329

Doctrine :

Les nouveaux apports du droit pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'emploi et le travail,

- *par Michel Miné* 352

Annexe 1: Discrimination sexuelle – Discrimination liée à la situation de famille – Modification du contrat de travail (contenu des tâches) – Alerte du délégué du personnel – Conseil de prud'hommes – Remise en l'état (attributions professionnelles) – Réparation du préjudice (dommages-intérêts).

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (Commerce - Département) 6 octobre 2000* 367

Annexe 2 : Discrimination sexuelle et discrimination syndicale – Classification – Rémunération – Travail de valeur égale – Compétence du juge des référés – Remise en l'état.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 1^{er} avril 2004* . 369

Annexe 3 : Discrimination sexuelle – Déroulement de carrière – Classification – Régime probatoire – Compétence du juge des référés – Remise en l'état.

- *Cour d'appel de Montpellier (Ch. Soc.) 25 mars 2003* 370

Contrat de travail – Exécution – Retard de carrière – Absence de critère autre que l'absentéisme lié à la maladie – Discrimination – Réparation du préjudice.

- *Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 19 janvier 2004* 524

Contrat de travail – Rupture - Mise à la retraite – Non-respect des dispositions conventionnelles – Rupture fondée sur l'âge – Sanction – Nullité – Réintégration.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. D) 27 janvier 2004* 563
- *Note* 564

Citoyenneté de l'Union européenne – Droit de séjour – Limitations et conditions – Personne travaillant dans une maison de l'Armée du salut en échange d'avantages en nature – Principe de non-discrimination.

- *Cour de Justice des Communautés européennes, 7 septembre 2004* 577

droit disciplinaire

Document :

La cybersurveillance sur les lieux de travail. Rapport de la CNIL 410

• procédure

Contrat de travail – Litige avec l'employeur – Production de documents émanant de l'entreprise – Accusation de vol à l'encontre du salarié – Exercice des droits de la défense – Conditions – Documents dont la prévenue avait connaissance à l'occasion de ses fonctions (trois espèces) – Responsabilité pénale – Cause d'irresponsabilité – Erreur sur le droit – Divergence de jurisprudence (non) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.) 11 mai 2004* 558

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.) 11 mai 2004* 559

- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2004* 560

- *Note Romain Marié, Maître de conférences à l'IUT de Nancy 2* 561

• **règlement intérieur**

Contenu – Illégalité des clauses apportant aux droits de la personne et aux libertés individuelles et collectives des restrictions non justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché – Fouille de la personne non critiquable dans les conditions précisées par le règlement – Par contre caractère systématique et permanent de la fouille des sacs à l’entrée et à la sortie rendant la mesure disproportionnée par rapport à son objet – Licenciement pour refus de s’y soumettre sans cause réelle et sérieuse.

• *Cour d’appel de Rennes (8^e Ch.) 6 février 2003 ... 235*

Elaboration d’une “charte d’éthique” – Caractère spécifique (non) – Prescriptions générales et permanentes en matière de discipline – Respect de la procédure d’élaboration du règlement intérieur (non) – Inopposabilité aux salariés.

• *Tribunal de grande instance de Versailles (4^e Ch.) 17 juin 2004 473*

• *Note Marie-France Bied-Charretton 475*

droit pénal du travail

Syndicats professionnels – Discrimination – Offre d’emploi d’été soumise à la condition de ne pas partager les vues de la CGT – Violation de l’article 225-1 Code pénal.

• *Tribunal de grande instance d’Arras (Ch. Corr.) 18 mars 2003 91*

Discrimination – Discrimination raciale à l’embauche – Salarié de couleur noire exclu du contact avec la clientèle – Infraction constituée – Condamnation.

• *Cour d’appel de Paris (11^e Ch. Corr. B) 17 octobre 2003 329*

• *Note Michel Miné 329*

Harcèlement sexuel – Délit constitué – Préjudice à l’intérêt collectif de la profession – Recevabilité du syndicat partie civile.

• *Cour d’appel de Nancy (4^e Ch. Corr.) 29 avril 2004 528*

Amnistie – Entrave au Comité d’entreprise – 1° Conflit du travail – Notion – 2° Amnistie de plein droit – Champ d’application – Interprétation.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 22 juillet 2004 466*

• *Note Emmanuel Gayat 468*

Travail illégal – Marchandage – Statut conventionnel moins favorable du pseudo sous-traitant – 2° Prêt illicite de main d’œuvre – Défaut de prestation spécifique – Condamnation.

• *Cour d’appel de Douai (6^e Ch. Corr.) 22 juin 2004 485*

• *Note Arnaud de Senga 486*

Travail temporaire – Syndicat professionnel – Discrimination – Intérimaire – Refus d’une entreprise utilisatrice de renouveler la mission – Infraction à l’article 225-2 C. Pén. (oui).

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2003 .194*

• *Note Romain Marié, Maître de conférences à l’université (IUT) de Nancy 2 195*

Chroniques jurisprudentielles :

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnées et commentées par **Marc Richevaux**.

Contrat de travail – Abus de situation de dépendance – Conditions de travail incompatibles avec la dignité humaine – Nationalité française et régularité du contrat de travail – Circonstances exonératoires de l’infraction pénale (non).

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 23 avril 2003 43*

Durée du travail – Travail dominical – Bénévolat invoqué (non) – Travail dissimulé.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 octobre 2003 43*

Syndicats professionnels – Action civile des syndicats – Entreprise en difficulté – Plan de cession – Non-respect – Irrecevabilité de la constitution de partie civile des syndicats – Absence de préjudice à l’intérêt collectif de la profession – Distinction du préjudice à l’intérêt général.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 octobre 2003 45*

Syndicats professionnels – Discrimination dans l’avancement – Période probatoire supérieure à celle de ses collègues à la suite de l’obtention d’un diplôme.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 25 novembre 2003 . 46*

Comité d’entreprise – Défaut de consultation - Entrave - Non-lieu - Nécessité pour la juridiction de se prononcer sur chacun des faits d’entrave - Cassation.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 décembre 2003 .. 243*

Hygiène et sécurité – Blessures involontaires - Absence de protection - Faute caractérisée.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 novembre 2003 245*

Hygiène et sécurité – Blessures involontaires – Travail en hauteur – Absence de protection – Faute caractérisée.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 novembre 2003 246*

Hygiène et sécurité – Infractions à la réglementation du travail – Délégation de pouvoirs – Validité – Absence d’autorité des délégués – Condamnation de l’employeur déléguant.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 novembre 2003 246*

Syndicats professionnels – Délégué syndical – Discrimination et entraves – 1° Modification des tâches et absence de versement d’une prime – Incitation à une résiliation amiable du contrat de travail – 2° Défaut de panneau d’affichage – Infraction instantanée – Régularisation indifférente.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 6 janvier 2004 343*

Comités d’entreprise – Prise de participation dans une société créée – Absence de consultation du CE – Entrave.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 3 février 2004 440*

Protection des représentants du personnel – Licenciement d’un conseiller prud’homme - Société en redressement judiciaire - Exonération de demande d’autorisation administrative (non) - Entrave (oui) - Condamnation du liquidateur.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 25 mai 2004 440*

Syndicats professionnels – Action en justice – Fonctionnement d'un Conseil de prud'hommes – Plainte pour jugement non-conforme au délibéré – Accusation de faux en écriture publique – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité de l'action.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 3 février 2004* 441

Travail dissimulé – Procès-verbal – Constatations dans un lieu habité – Régularité malgré l'absence d'autorisation de l'occupant – Conditions.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 2 mars 2004* 442

Assurances sociales – Chômage – Fraude aux allocations d'aides aux travailleurs privés d'emploi – Fausses déclarations – Infraction constituée.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 30 juin 2004* 487

Hygiène et sécurité – Homicide involontaire – Faute caractérisée – Condamnation – Amende à charge de l'employeur (partiellement).

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 juin 2004* 487

droit social général

Doctrines :

Déclaration de la CGT : De Virville roule pour le MEDEF 14

Doctrines :

Permanence et renouvellement du Droit du travail dans une économie globalisée,

• *par Gérard Lyon-Caen, Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* 49

En appendice, reproduction de : Les fondements historiques et rationnels du Droit du travail,

• *par Gérard Lyon-Caen* 53

Doctrines :

Hommage à Gérard Lyon-Caen 145

Doctrines :

A propos du rapport de Virville : Un projet de réfection du droit du travail néo-libéral : grille d'analyse,

• *par Marie-France Bied-Charreton* 161

Doctrines :

A propos du rapport de Virville : Sécurité pour les uns, risques pour les autres,

• *par Pascal Rennes* 164

droit social européen et international

Document :

Charte sociale européenne (révisée) du 3 mai 1996 63

Doctrines :

La légalité des heures d'équivalence en question (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 décembre 2003)

• *par Anja Johansson, Doctorante, Chargée de cours à l'université Robert Schuman et Francis Meyer,*

Maître de conférence à l'université Robert Schuman, Institut du travail 153

Annexe : Durée du travail – Heures d'équivalence – Compatibilité avec le droit communautaire (Directive 93/104) – Questions préjudicielles – 1° Temps de travail – Définition – Champ d'application – 2° Pondération du décompte du temps de travail en fonction de son intensité – Licéité.

• *Conseil d'Etat (1^{re} ss-section) 3 décembre 2003* .. 159

Droit communautaire : chronique de jurisprudence sociale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

Comités d'entreprise – Comité central – Projet de réorganisation – Information et consultation – Articulation avec l'information et la consultation du comité d'entreprise européen.

• *Première espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (Réf.), 1^{er} août 2003* 390

• *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Réf.), 10 octobre 2003* 390

Comité d'entreprise européen – Informations indispensables à l'ouverture des négociations – Direction centrale non située dans un Etat membre – Obligations d'information – Contenu.

• *Cour de justice des Communautés européennes, 13 janvier 2004* 392

Libre circulation des marchandises – Obligations des Etats membres – Absence d'interdiction d'une manifestation ayant entraîné le blocage de l'autoroute du Brenner – Justification – Droits fondamentaux – Principe de proportionnalité.

• *Cour de Justice des Communautés Européennes, 12 juin 2003* 393

Aménagement du temps de travail – Directive 93/104 – Application à un service médical d'urgence – Nécessité d'une acceptation individuelle pour que soit valide le dépassement de la durée maximale hebdomadaire de 48 heures – Effet direct de l'article 6-2 fixant cette durée ne pouvant être invoqué dans un litige entre particuliers – Obligation d'interprétation conforme.

• *Cour de Justice des Communautés européennes, 5 octobre 2004* 575

Citoyenneté de l'Union européenne – Droit de séjour – Limitations et conditions – Personne travaillant dans une maison de l'Armée du salut en échange d'avantages en nature – Principe de non-discrimination.

• *Cour de Justice des Communautés européennes, 7 septembre 2004* 577

durée du travail

Doctrines :

Trajet et travail : le prix de la mobilité,

• *par Henri Peschaud, DESS de droit social* 57

Annexes : Duree du travail – 1) Représentants du personnel – Temps de déplacement – Temps excédant le trajet normal – Rémunération par l'employeur (oui) (quatre espèces) – 2) Travailleurs itinérants – Temps de trajet non assimilable à du temps de travail effectif – Exception

lorsque le trajet déroge au temps normal – Extrémité du trajet devant être constituée par le domicile (première espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2003* 60
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 1999* 60
- *Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 1997* 61
- *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2003* 62

Sécurité – Dispositions conventionnelles – Transports routiers – Prime de rendement au kilomètre – Incitation au dépassement de la durée du travail – Illicéité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 novembre 2003* .. 330
- *Note Claudie Ménard, Union départementale CGT du Maine-et-Loire* 330

• régime général

Conseils de prud'hommes – Référé – Désignation de conseillers-rapporteurs – Temps de pause présentant les critères d'un temps de travail effectif.

- *Conseil de prud'hommes d'Aix-en-Provence (Référé) 12 mars 2004* 287

• travail de nuit

Contreparties pécuniaires conventionnelles – Application de la loi postérieure – Période nocturne ouvrant droit à majoration de salaire – Respect de la nouvelle définition.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 565

• repos et astreintes

Pause – Rémunération – Prise effective – Organisation du travail – Préservation de la santé – Egalité de traitement – A travail égal, salaire égal – Indemnisation du préjudice.

- *Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 23 mai 2002* ... 426
- *Note Michel Miné* 427

Dominical

Durée du travail – Travail dominical – Bénévolat (non) – Travail dissimulé.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 octobre 2003* 43

• heures supplémentaires

Existence - Preuve - Juge devant exiger une participation active de l'employeur - Mesure d'instruction pouvant être ordonnée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003* 28
- *Note Marie-Paule Coupillaud* 28

Heures effectuées au-delà de la nouvelle durée légale – Heures supplémentaires – Paiement des heures travaillées avec majoration.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 31 mai 2002* ... 225

Preuve – Transport routier.

- *Cour d'appel de Bordeaux (1re Ch. A) 7 octobre 2003* 382
- *Note Joseph Chotard, Union locale de Châtelleraut* 383

Durée entre 35 et 39 heures – Période Aubry I – Dispositions législatives spécifiques inexistantes – Dispositions conventionnelles prévoyant une compensation – Application.

- *Tribunal de grande instance de Valence (1re Ch.) 3 septembre 2002* 478

• heures d'équivalences

Doctrine :

La légalité des heures d'équivalence en question (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 décembre 2003)

- *par Anja Johansson, Doctorante, Chargée de cours à l'université Robert Schuman et Francis Meyer, Maître de conférence à l'université Robert Schuman, Institut du travail* 153

Annexe : Durée du travail – Heures d'équivalence – Compatibilité avec le droit communautaire (Directive 93/104) – Questions préjudicielles – 1° Temps de travail – Définition – Champ d'application – 2° Pondération du décompte du temps de travail en fonction de son intensité – Licéité.

- *Conseil d'Etat (1re ss-section) 3 décembre 2003* .. 159

Travail à temps partiel – Application des horaires d'équivalence (non).

- *Conseil de prud'hommes du Puy-en-Velay (Sect. activ. div.) 11 décembre 2003* 480

Renonciation conventionnelle antérieure aux lois Aubry – Obligation de respecter le passage aux 35 heures – Paiement de la trente-sixième à la trente-neuvième heure – Majoration due.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 mai 2004* 526

• aménagement du temps de travail

Accord d'entreprise sur l'aménagement et la réduction du temps de travail – Modalités particulières à certaines catégories de personnel – Personnel en itinérance effectuant des périodes de travail pendant des jours et des nuits consécutives "hors centre" – Prévision d'une négociation ultérieure non réalisée pour revoir la situation de ce personnel – Régime appliqué comportant des contraintes (durée hebdomadaire supérieure à 35 heures, périodes équivalant à des astreintes) ne faisant l'objet que de compensations pécuniaires – Convention de branche applicable accordant un temps de repos supplémentaire en contrepartie – Application cumulée de la convention de branche et de l'accord d'entreprise.

- *Cour d'appel de Paris (1re Ch.) 28 janvier 2004* 476

Directive 93/104 – Application à un service médical d'urgence – Nécessité d'une acceptation individuelle pour que soit valide le dépassement de la durée maximale hebdomadaire de 48 heures – Effet direct de l'article 6-2 fixant cette durée ne pouvant être invoqué dans un litige entre particuliers – Obligation d'interprétation conforme.

- *Cour de Justice des Communautés européennes, 5 octobre 2004* 575

égalité professionnelle

Doctrine :

Les nouveaux apports du droit pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'emploi et le travail,

- *par Michel Miné* 352

Annexe 1: Discrimination sexuelle – Discrimination liée à la situation de famille – Modification du contrat de travail (contenu des tâches) – Alerte du délégué du personnel – Conseil de prud’hommes – Remise en l’état (attributions professionnelles) – Réparation du préjudice (dommages-intérêts).

• *Conseil de prud’hommes de Lyon (Commerce - Département) 6 octobre 2000* 367

Annexe 2 : Discrimination sexuelle et discrimination syndicale – Classification – Rémunération – Travail de valeur égale – Compétence du juge des référés – Remise en l’état.

• *Cour d’appel de Paris (18^e Ch. C) 1^{er} avril 2004* . 369

Annexe 3 : Discrimination sexuelle – Déroulement de carrière – Classification – Régime probatoire – Compétence du juge des référés – Remise en l’état.

• *Cour d’appel de Montpellier (Ch. Soc.) 25 mars 2003* 370

Travail temporaire – Cas de recours – Non-respect – Affectation à l’activité normale et permanente – Requalification – Egalité salariale entre travailleurs précaires et permanents – Discrimination syndicale – Nullité de la rupture – Réintégration.

• *Conseil de prud’hommes de Beauvais (Sect. ind.) 19 janvier 2004* 386

• *Note Eric Fraise, DESS de Droit du travail* 388

Durée du travail – Pause – Rémunération – Prise effective – Organisation du travail – Préservation de la santé – Egalité de traitement – A travail égal, salaire égal – Indemnisation du préjudice.

• *Cour d’appel de Toulouse (Ch. Soc.) 23 mai 2002* . 426

• *Note Michel Miné* 427

élections professionnelles

Salarié demandeur d’élection – Imminence de candidature – Licenciement – Protection (oui) - Réintégration.

• *Cour d’appel de Besançon (Ch. Soc. - référé) 5 décembre 2003* 331

• *Note Michel Faivre-Picon, Secrétaire général de l’Union départementale CGT du Jura* 331

Protection des représentants du personnel – Salariée demandeuse d’élection par l’intermédiaire de l’union locale de syndicats – Demande postérieure à une convocation à un entretien préalable à une sanction disciplinaire – Protection – Nullité du licenciement – Réintégration.

• *Cour d’appel de Nîmes (Ch. Soc.) 20 mai 2003*569

• *Note Pascal Rennes* 570

• protocole électoral

Organisations syndicales – Liste électorale – Adresse du domicile des salariés (trois espèces).

• *Première espèce : Tribunal d’instance de Versailles 21 novembre 2002* 226

• *Deuxième espèce : Tribunal d’instance de Versailles 21 novembre 2002* 228

• *Troisième espèce : Tribunal d’instance de Chambéry 12 décembre 2002* 230

• *Note Christophe Baumgarten, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis* 230

• propagande

Propagande électorale antérieure au premier tour – Possibilité ouverte qu’aux seules organisations représentatives présentant des candidats – Interdiction aux candidats potentiels à un second tour éventuel – A défaut, annulation des élections.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 janvier 2004*427

embauche

• offre et demande

Syndicats professionnels – Discrimination – Offre d’emploi d’été soumise à la condition de ne pas partager les vues de la CGT – Violation de l’article 225-1 Code pénal.

• *Tribunal de grande instance d’Arras (Ch. Corr.) 18 mars 2003* 91

Discrimination – Discrimination raciale à l’embauche – Salarié de couleur noire exclu du contact avec la clientèle – Infraction constituée – Condamnation.

• *Cour d’appel de Paris (11^e Ch. Corr. B) 17 octobre 2003* 329

• *Note Michel Miné* 329

entreprises en difficultés

• assurance des créances salariales

Étendue de la garantie – Redressement judiciaire – Rupture du contrat de travail intervenue pendant la période d’observation – Primes à la création d’entreprise prévue par le plan social – Primes concourant à la réparation du préjudice causé par la rupture – Garantie due.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003* 83

Refus de garantie par l’AGS des créances figurant sur les relevés visé à l’article L. 143.11.7 – Action ouverte au salarié à l’encontre de l’AGS devant le Conseil de prud’hommes, sans préliminaire de conciliation – Règle de l’unicité de l’instance non applicable à ce type de litige.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juin 2003* 84

Recours judiciaires – 1) Jugement d’ouverture ne suspendant pas les instances en cours devant la juridiction prud’homale – Représentant des créanciers n’en ayant informé ni le salarié, ni la juridiction saisie, irrecevable à contester l’opposabilité de la décision intervenue ultérieurement (première et deuxième espèces). 2) Évaluation de la créance salariale – Primes prises en compte dans la détermination du salaire minimum pour le mois où elles ont été versées – Absence de compensation sur l’année (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 septembre 2003* 178

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 septembre 2003* 179

Redressement judiciaire – Etendue de la garantie – Conseiller prud’homme licencié sans observation de la procédure protectrice – A défaut de réintégration, droit à une indemnité au moins égale à la rémunération courant depuis la date de la rupture jusqu’à celle de l’expiration de son mandat – Nature de cette indemnité – Créance de salaire (non) – Réparation du préjudice causé par l’irrégularité de la rupture – Garantie due.

• *Conseil de prud’hommes de Grenoble (Sect. commerce) 7 octobre 2003* **384**

Salarié travaillant en France pour une entreprise anglaise – Employeur déclaré en liquidation judiciaire en Angleterre – Règles du droit français en matière de procédures collectives inapplicables – Démonstration de l’existence de fonds disponibles rendant sans objet la garantie de l’AGS ne pouvant incomber au salarié – Condamnation de l’AGS à des dommages-intérêts pour résistance abusive.

• *Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e Ch.) 5 janvier 2004* **481**

• procédure

Syndicats professionnels – Action civile des syndicats – Entreprise en difficulté – Plan de cession – Non-respect – Irrecevabilité de la constitution de partie civile des syndicats – Absence de préjudice à l’intérêt collectif de la profession – Distinction du préjudice à l’intérêt général.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 octobre 2003* **45**

Liquidation amiable d’une société – Réalisation supposant l’apurement intégral du passif – Clôture de la liquidation alors qu’une instance prud’homale est en cours sans que soient provisionnées les sommes garantissant l’exécution d’une condamnation éventuelle – Faute du liquidateur engageant sa responsabilité vis-à-vis du salarié demandeur.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} octobre 2003* **332**

Redressement judiciaire – Plan de redressement approuvé par le Tribunal de commerce – Salarié poursuivant l’exécution forcée d’un jugement prud’homal – Demande de l’employeur en suspension des poursuites – Existence du plan s’opposant à ce qu’elle soit accueillie.

• *Tribunal de grande instance de Nanterre (Juge de l’exécution) 6 novembre 2003* **333**

• licenciement

Protection des représentants du personnel – Licenciement d’un conseiller prud’homme – Société en redressement judiciaire – Exonération de demande d’autorisation administrative (non) – Entrave (oui) – Condamnation du liquidateur.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 25 mai 2004* **440**

entreprises publiques

• application d’un statut

SNCF – Mise à la réforme d’un agent pour inaptitude à tout emploi – Preamble du règlement PS 10 D prévoyant la mise en œuvre des dispositions en matière de reclassement avant l’engagement d’une procédure de réforme – Absence en la

circonstance de tentative préalable de reclassement – Nullité de la décision de mise à la réforme.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2003* **29**

SNCF – Représentants du personnel – Protection – Mise à la retraite d’office par application des dispositions statutaires – Rupture du contrat de travail soumise à la procédure spéciale aux salariés investis de fonctions représentatives – Obligation pour l’entreprise de solliciter l’autorisation préalable de l’inspecteur du travail.

• *Cour d’appel de Lyon (sur renvoi après cassation) 13 janvier 2003* **85**

Départ anticipé en préretraite – Employeur gestionnaire d’un régime spécial – Erreur dans le taux de remplacement indiqué au salarié – Préjudice – Attribution de dommages et intérêts.

• *Conseil de prud’hommes de Lyon (Sect. encadr.) 22 mai 2003* **173**

• statut et code du travail

Contrat de travail – Rupture – Mise à la retraite d’office – Assimilation à un licenciement – Conséquences (deux espèces) – 1) Entreprise publique – Obligation de convoquer le salarié à un entretien préalable – Eventualité d’une mise à la retraite devant être mentionnée dans la convocation à l’entretien préalable (première espèce) – 2) Droit du salarié au bénéfice de l’indemnité conventionnelle de licenciement (deuxième espèce).

• *Première espèce : Conseil d’Etat 30 juillet 2003* .. **176**

• *Deuxième espèce : Cour d’appel de Paris (21^e C) 31 octobre 2003* **177**

fonctionnaires et agents publics

• titulaires

Accident de travail – Praticien hospitalier – Contamination par le VIH – Responsabilités de l’employeur et de l’Etat – Responsabilité pour faute (non) – Caractère anormal du préjudice – Responsabilité sans faute de l’employeur (oui).

• *Conseil d’État (5^e et 7^e ss-sections) 10 octobre 2003* **180**

• *Note Malik Boumédiène, docteur en droit public* **182**

Activités syndicales – Discrimination – Mutation affectant les conditions de travail – Mesure non justifiée par l’intérêt du service – Réintégration dans les fonctions initiales.

• *Cour administrative d’appel de Bordeaux (2^e Ch. B) 16 mars 2004* **428**

• *Conclusions de Jean-Louis Rey, Commissaire du gouvernement* **429**

• contractuels

Doctrine :

Transfert de salariés à une personne publique : une compétence prud’homale élargie,

• *Conclusions de Jacques Duplat, Commissaire du gouvernement* **146**

Annexe : Transfert d’entreprise – Activité transférée à une personne morale entretenant habituellement des rapports de droit public avec son personnel – Sort du personnel – Période postérieure au transfert

mais antérieure à une formalisation de l'embauche – Persistance de rapports de droit privé – Compétence prud'homale.

- *Tribunal des conflits 19 janvier 2004* 151
- *Note Chantal Verdin, présidente du CPH de Paris* 152

grève

• définition

Absence collective des salariés pour se renseigner auprès de l'Union locale sur leurs droits – Fait ne constituant pas une justification à ladite absence – Mesure de rétorsion patronale licite – Cause réelle et sérieuse de licenciement (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 novembre 2003* 88
- *Avis de M. l'Avocat général Pierre Lyon-Caen*88

• services publics

Document :

Le droit de grève mis en cause : déclaration de la CGT 371

Doctrine :

Service minimum : du bon usage du droit ,

- *par Anicet Le Pors, Conseiller d'État* 514

Services publics – Remplacement des grévistes par des CDD – Illicéité de principe – Réserve de circonstances exceptionnelles – Conditions réunies (non).

- *Cour administrative d'appel de Nancy (3^e Ch.) 18 décembre 2003* 482
- *Note Arnaud de Senga* 483

Document :

A propos du service minimum dans les transports (annexe au rapport Mandelkern) 515

• modalités

Obstacles à la libre circulation du matériel ou des marchandises – Pouvoirs du juge des référés – Absence d'entrave à la liberté du travail – Absence de désorganisation de l'entreprise – Intervention judiciaire (non).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2004* 527

• protection

Barrages empêchant l'accès des non-grévistes à l'entreprise – Délit d'entrave à la liberté du travail – Action publique éteinte par l'amnistie – Délit créé pour la protection des salariés et non de l'employeur – Préjudice invoqué par celui-ci n'étant qu'une conséquence indirecte du délit – Action civile irrecevable.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 23 avril 2003* 87

Remplacement des grévistes – Recours à des CDD – Licéité – Condition – Respect formel des cas de recours.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2003* 89
- *Note Isabelle Meyrat* 90

Salariés non-grévistes qui manifestent leur solidarité avec les grévistes en témoignant en leur faveur lors de l'audience du Tribunal de grande instance saisi d'une demande d'expulsion – Intervention du juge des référés prud'homal pour neutraliser les

mesures de rétorsion prises par l'employeur qui avait décidé, en les privant de travail et de salaire, de punir les non-grévistes qui entendaient rester corrects envers leurs collègues de travail (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 26 mars 2003* 296

- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Départage) 16 décembre 2003* 297

• rémunération

Discrimination entre les grévistes – Paiement des jours de grève aux seuls représentants du personnel – Patron ne pouvant imposer l'usage d'heures de délégation – Salaires dus à l'ensemble des grévistes.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Départ.) 7 juillet 2003* 30

Conseils de prud'hommes – Référé – Allocation d'une provision sur salaires à des salariés indûment considérés comme grévistes parce qu'ils avaient formé des revendications pendant le temps de pause.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2001* .. 286

• réquisition

Pouvoirs accordés au Préfet par l'article L. 2215-1-4° du Code général des collectivités territoriales – Exercice – Conditions.

- *Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 9 décembre 2003* 184
- *Note Mireille Panigel-Nennouche, avocate au Barreau de Paris* 185

harcèlement moral

Obligation de l'employeur d'assurer la protection des salariés (L. 230-2 I C. Tr.) – Harcèlement perpétré par le salarié d'une entreprise extérieure – Caractère indifférent de l'extériorité – Carence de l'employeur qui ne s'est pas opposé à un processus ayant abouti à une déclaration d'inaptitude – Dommages et intérêts.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 30 mai 2003* 174
- *Note Catherine Fuentes, Institut du travail, Univ. R. Schuman, Strasbourg* 175

harcèlement sexuel

Droit de retrait – Harcèlement sexuel – Absence de sanctions prises par l'employeur pour faire cesser la situation dénoncée – Utilisation du droit de retrait justifiée.

- *Cour d'appel de Riom (4^e Ch. Civ.) 18 juin 2002* ... 31
- *Note Mélanie Carles* 33

Délit constitué – Préjudice à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité du syndicat partie civile.

- *Cour d'appel de Nancy (4^e Ch. Corr.) 29 avril 2004* 528

hygiène et sécurité

• réglementation

Doctrines :

L'alcool dans l'entreprise,

- par **Jacky Héraud**, *Assistant à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail* 1

Contrat de travail – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur d'assurer la protection des salariés (L. 230-2 I.C. Tr.) – Harcèlement perpétré par le salarié d'une entreprise extérieure – Caractère indifférent de l'extériorité – Carence de l'employeur qui ne s'est pas opposé à un processus ayant abouti à une déclaration d'inaptitude – Dommages et intérêts.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 30 mai 200* 174
- *Note Catherine Fuentes, Institut du travail, Univ. R. Schuman, Strasbourg* 175

Durée du travail – Sécurité – Dispositions conventionnelles – Transports routiers – Prime de rendement au kilomètre – Incitation au dépassement de la durée du travail – Illicéité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 novembre 2003* 330
- *Note Claudie Ménard, Union départementale CGT du Maine-et-Loire* 330

Santé-sécurité – Liberté d'expression – Attribution professionnelle – Ingénieur sécurité – Droit de participer aux réunions du CHSCT – Droit de s'exprimer – Licenciement – Nullité – Poursuite du contrat de travail.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 25 mars 2004* ... 530
- *Note Michel Miné* 532

• responsabilités

Doctrines :

Responsabilité de l'Etat dans les préjudices subis par les travailleurs exposés à l'amiante,

- *Conclusions de Emmanuelle Prada-Bordenave, Commissaire du gouvernement* 206

Annexe : Accidents de travail et maladies professionnelles – Amiante – Obligation générale de sécurité de l'employeur n'écartant pas la responsabilité des pouvoirs publics – Responsabilité de l'Etat pour faute simple (deux espèces) – 1^o Période antérieure au décret de 1977 – Absence d'évaluation des risques pesant sur les travailleurs – Absence de mesures aptes à éliminer ou limiter les dangers d'une exposition (première espèce) – 2^o Période postérieure au décret de 1977 – Mesures ne constituant pas une protection efficace – Absence d'études appropriées avant 1995 malgré une dangerosité avérée (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat (Assemblée) 3 mars 2004* 215
- *Deuxième espèce : Conseil d'Etat (Assemblée) 3 mars 2004* 216

Blessures involontaires - Absence de protection - Faute caractérisée.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 novembre 2003* 245

Blessures involontaires – Travail en hauteur – Absence de protection – Faute caractérisée.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 novembre 2003* 246

Infractions à la réglementation du travail - Délégation de pouvoirs - Validité - Absence d'autorité des délégataires - Condamnation de l'employeur déléguant.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 12 novembre 2003* 246

Homicide involontaire – Faute caractérisée – Condamnation – Amende à charge de l'employeur (partiellement).

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 juin 2004* 487

• droit de retrait

Droit de retrait – Harcèlement sexuel – Absence de sanctions prises par l'employeur pour faire cesser la situation dénoncée – Utilisation du droit de retrait justifiée.

- *Cour d'appel de Riom (4^e Ch. Civ.) 18 juin 2002* ... 31
- *Note Mélanie Carles* 33

Conseils de prud'hommes – Droit de retrait – Conducteur de bus – Licenciement disciplinaire – Saisine du référé – Existence d'un motif raisonnable compte tenu d'un examen antérieur par la médecine du travail – Absence d'obligation de déclencher préalablement un droit d'alerte (L. 231-9) – Réintégration.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 mai 2001* 283

informatique et libertés

Contrat de travail – Informatique et libertés – Enregistrement des entrées/sorties du personnel – Traitement automatisé de données personnelles – Absence de déclaration à la CNIL – Refus de badger du salarié – Faute (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2004* 378
- *Note Patrice Adam, Maître de conférences à l'Université de Nancy 2* 378

Document :

La cybersurveillance sur les lieux de travail. Rapport de la CNIL 410

inspection du travail

Document :

Déclaration de la CGT : meurtre d'une contrôleuse du travail et d'un agent de la MSA 459

Médecine du travail – Inaptitude médicale – Confirmation par l'inspecteur du travail – Annulation par le juge administratif – Absence de droit à réintégration – Licenciement privé de cause.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2004* 534
- *Note Michèle Bonnechère* 534

intéressement

Doctrine :

Le caractère collectif de l'intéressement (à propos de l'arrêt du 21 octobre 2003),

• par **Vincent Wauquier**, ATER à l'Université de Paris-X Nanterre **405**

Annexe : Conventions et accords collectifs – Accord d'intéressement – Condition de versement de la prime au salarié – Temps de présence dans l'entreprise – Défaut de caractère collectif du versement.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2003* **408**

libertés individuelles - libertés publiques

Licenciement pour motif personnel – Salariée de la société mère exerçant un mandat dans une filiale - Transmission d'informations alarmantes au conseil d'administration de la filiale - Atteinte au bon fonctionnement de l'entreprise (non) - Présence des représentants du personnel indifférente - Liberté d'expression dans le cadre des fonctions et d'un cercle restreint - Provision sur indemnité de licenciement.

• *Conseil de prud'hommes de Paris (référé) 15 septembre 2003* **191**

• *Note Arnaud de Senga* **192**

Licenciement pour motif personnel – Publication dans un journal d'un article concernant l'entreprise – Usage de la liberté d'expression – Absence de preuve d'un abus – Atteinte à une liberté fondamentale – Faits constituant un trouble manifestement illicite – Nullité du licenciement – Poursuite du contrat de travail ordonnée.

• *Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Département) 30 septembre 2003* **234**

Règlement intérieur – Contenu – Illégalité des clauses apportant aux droits de la personne et aux libertés individuelles et collectives des restrictions non justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché – Fouille de la personne non critiquable dans les conditions précisées par le règlement – Par contre caractère systématique et permanent de la fouille des sacs à l'entrée et à la sortie rendant la mesure disproportionnée par rapport à son objet – Licenciement pour refus de s'y soumettre sans cause réelle et sérieuse.

• *Cour d'appel de Rennes (8^e Ch.) 6 février 2003* **235**

Délégués du personnel – Atteinte aux libertés dans l'entreprise – Discrimination et harcèlement à l'égard d'un syndiqué – Saisine directe du Bureau de jugement (L. 422-1-1) – Mise à l'écart du responsable hiérarchique ordonnée.

• *Conseil de prud'hommes de Créteil (Commerce - Département) 28 novembre 2003* **291**

• *Note Marianne Keller, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* **292**

Sous-note : Syndicats professionnels – Discrimination – Préjudice de carrière des militants – Saisine directe du Bureau de jugement pour atteinte aux libertés dans l'entreprise – Réparation accordée.

• *Conseil de prud'hommes de Marseille (Industrie - Département) 18 avril 2002* **294**

Licenciement pour motif personnel – Publication dans un journal d'un article concernant l'entreprise – Usage de la liberté d'expression – Absence de preuve d'un abus – Atteinte à une liberté constitutionnelle – Faits constituant un trouble manifestement illicite – Nullité du licenciement – Poursuite du contrat de travail ordonnée.

• *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 3 juin 2004* **298**

Licenciement pour motif personnel – Saisine du CPH par le salarié pour obtenir la requalification de son contrat de travail – Licenciement par mesure de rétorsion – Atteinte à une liberté fondamentale – Suspension de la mesure de licenciement en attendant l'examen par les juges du fond.

• *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 15 janvier 2004*. **432**

Hygiène et sécurité – Santé-sécurité – Liberté d'expression – Attribution professionnelle – Ingénieur sécurité – Droit de participer aux réunions du CHSCT – Droit de s'exprimer – Licenciement – Nullité – Poursuite du contrat de travail.

• *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 25 mars 2004* . **530**

• *Note Michel Miné* **532**

licenciement pour motif personnel

• motifs de licenciement

Absence de réalisation d'objectifs – Cadre démarchant une clientèle internationale – Absence d'objectifs préalablement définis – Nécessité d'un délai raisonnable pour mesurer les effets d'un démarchage commercial – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.

• *Conseil de prud'hommes d'Alès (sect. encadr.) 27 août 2003* **34**

Salariée de la société mère exerçant un mandat dans une filiale - Transmission d'informations alarmantes au conseil d'administration de la filiale - Atteinte au bon fonctionnement de l'entreprise (non) - Présence des représentants du personnel indifférente - Liberté d'expression dans le cadre des fonctions et d'un cercle restreint - Provision sur indemnité de licenciement.

• *Conseil de prud'hommes de Paris (référé) 15 septembre 2003* **191**

• *Note Arnaud de Senga* **192**

Doctrine :

Ruptures déviantes,

• par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse **201**

Enonciation de motifs de nature différente – Pluralité des motifs possible dès lors qu'ils procèdent de faits distincts et à condition que l'employeur ait respecté les règles de procédure applicable à chacune des causes énoncées.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2003* **334**

Rupture justifiée par un cas de force majeure consécutif à un incendie – Nouvelles dispositions du Code du travail accordant en ce cas aux salariés une indemnité compensatrice dont le paiement incombe à l'AGS – Existence de la force majeure constituant une question de fond dont la compétence échappe au juge des référés.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 18 décembre 2003* **380**
- *Note Francis Saramito* **381**

Contrat de travail – Personnel ambulancier – Défaut de réponse à un appel téléphonique sur un portable personnel, en dehors des heures de travail – Absence de faute grave pouvant justifier un licenciement disciplinaire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 février 2004* **526**

• nullités

Licenciement pour motif personnel – Dispositions spécifiques – Dénonciation de mauvais traitements – Protection du salarié contre les mesures patronales de rétorsion – Licenciement en lien avec les faits dénoncés – Réintégration.

- *Cour d'appel de Paris (Référé - 18^e Ch. C) 27 mars 2003* **36**

Motifs invoqués inexistant – Concomitance de licenciements pour motif économique – Volonté patronale de se soustraire à l'établissement d'un PSE – Fraude à la loi – Nullité du licenciement prononcé – Réintégration.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement - Département) 5 juin 2003* **232**

Publication dans un journal d'un article concernant l'entreprise – Usage de la liberté d'expression – Absence de preuve d'un abus – Atteinte à une liberté fondamentale – Faits constituant un trouble manifestement illicite – Nullité du licenciement – Poursuite du contrat de travail ordonnée.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Département) 30 septembre 2003* **234**
- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 3 juin 2004* **298**

• inaptitude

Contrat de travail – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur d'assurer la protection des salariés (L. 230-2 I C. Tr.) – Harcèlement perpétré par le salarié d'une entreprise extérieure – Caractère indifférent de l'extériorité – Carence de l'employeur qui ne s'est pas opposé à un processus ayant abouti à une déclaration d'inaptitude – Dommages et intérêts.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 30 mai 2003* **174**
- *Note Catherine Fuentes, Institut du travail, Univ. R. Schuman, Strasbourg* **175**

Médecine du travail – Inaptitude médicale – Confirmation par l'inspecteur du travail – Annulation par le juge administratif – Absence de droit à réintégration – Licenciement privé de cause.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2004* **534**
- *Note Michèle Bonnechère* **534**

Doctrine :

Les conséquences de la déclaration d'inaptitude totale du salarié

- *par Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-sud* **541**

Annexes : Licenciement pour motif personnel - Maladie non professionnelle - Intervention du médecin du travail - Avis d'inaptitude à tout emploi (quatre espèces) - Périmètre - Portée limitée à l'entreprise - Recherches de reclassement dans le groupe (première, deuxième et troisième espèces) - Existence d'un danger immédiat - Impact sur le reclassement - Caractère indifférent (troisième et quatrième espèces) - Impossibilité du reclassement - Charge de la preuve reposant sur l'employeur (quatrième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 mars 2004* **545**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2004* **545**
- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2004* **546**
- *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2004* **546**

• âge du salarié

Départ anticipé en préretraite – Employeur gestionnaire d'un régime spécial – Erreur dans le taux de remplacement indiqué au salarié – Préjudice – Attribution de dommages et intérêts.

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (Sect. encadr.) 22 mai 2003* **173**

Rupture – Mise à la retraite d'office – Assimilation à un licenciement – Conséquences (deux espèces) – 1) Obligation de convoquer le salarié à un entretien préalable – Eventualité d'une mise à la retraite devant être mentionnée dans la convocation à l'entretien préalable (première espèce) – 2) Droit du salarié au bénéfice de l'indemnité conventionnelle de licenciement (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat 30 juillet 2003* .. **176**
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (21^e C) 31 octobre 2003* **177**

Contrat de travail – Rupture - Mise à la retraite – Non-respect des dispositions conventionnelles – Rupture fondée sur l'âge – Sanction – Nullité – Réintégration.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. D) - 27 janvier 2004* **563**
- *Note* **564**

• indemnités

Rupture justifiée par un cas de force majeure consécutif à un incendie – Nouvelles dispositions du Code du travail accordant en ce cas aux salariés une indemnité compensatrice dont le paiement incombe à l'AGS – Existence de la force majeure constituant une question de fond dont la compétence échappe au juge des référés.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 18 décembre 2003* **380**
- *Note Francis Saramito* **381**

• sanctions

Contrat de travail – Litige avec l'employeur – Production de documents émanant de l'entreprise – Accusation de vol à l'encontre du salarié – Exercice des droits de la défense – Conditions – Documents dont la prévenue avait connaissance à l'occasion de ses fonctions (trois espèces) – Responsabilité pénale – Cause d'irresponsabilité – Erreur sur le droit – Divergence de jurisprudence (non) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.) 11 mai 2004* **558**

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.)*
11 mai 2004 559
- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)*
30 juin 2004 560
- *Note Romain Marié, Maître de conférences à l'IUT*
de Nancy 2 561

licenciement pour motif économique

• motifs

Doctrine :

Ruptures déviantes,

- *par Alain Chirez, Professeur agrégé des Universités,*
Avocat au Barreau de Grasse 201

Licenciements économiques présentés comme des licenciements pour “fin de chantier” – Licenciements intervenus sans que l'employeur ait procédé à la recherche préalable de possibilités de reclassement – Proposition de réintégration faite aux salariés à la veille de l'audience de la formation de référé saisie d'une demande de remise en l'état de nature à faire cesser le trouble manifestement illicite constitué par le manquement au “devoir de prévention”.

- *Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Référé)*
22 octobre 2002 284

Reclassement - Adaptation - Obligations de l'employeur

Obligation de reclassement – Débiteur – Employeur – Transfert au salarié en lui retirant toute activité professionnelle – Licéité (non).

- *Cour d'appel de Paris (22^e Ch. A) 3 juillet 2002* 37

Licenciements économiques présentés comme des licenciements pour “fin de chantier” – Licenciements intervenus sans que l'employeur ait procédé à la recherche préalable de possibilités de reclassement – Proposition de réintégration faite aux salariés à la veille de l'audience de la formation de référé saisie d'une demande de remise en l'état de nature à faire cesser le trouble manifestement illicite constitué par le manquement au “devoir de prévention”.

- *Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Référé)*
22 octobre 2002 284

Convention de conversion

Rupture pour motif économique – Proposition de convention de conversion – Non-délivrance des informations prévues par l'accord national interprofessionnel du 20 octobre 1986 – Absence de motivation – Absence de cause réelle et sérieuse – Proposition judiciaire de réintégration – A défaut, indemnisation du salarié.

- *Cour d'appel de Paris (22^e Ch. C) 27 février 2003* .189

Départs négociés

Départ volontaire – Résiliation d'un commun accord (deux espèces) – Condition – Accord collectif soumis au Comité d'entreprise (première espèce) – Salarié visé par une mesure de licenciement économique – Proposition de rupture amiable à son employeur – Licéité (oui) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)*
2 décembre 2003 237

- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)*
2 décembre 2003 237
- *Note Franck Héas, Maître de conférences à*
l'université de Bretagne-sud 238

• licenciements collectifs

Nullités

Doctrine :

Licenciements économiques : la procédure, garantie fondamentale des droits des salariés (à propos des arrêts Alcatel Cable France de la Cour d'appel de Versailles et d'un projet de loi),

- *par Michèle Bonnechère* 493

Annexe : Contrat de travail – Rupture – Multiples licenciements pour motif personnel – Vacuité des motifs – Absence de remplacement des salariés licenciés – Requalification du motif – Licenciements pour motif économique – Absence d'établissement d'un plan de sauvegarde de l'emploi – Fraude – Nullité des ruptures opérées malgré signature systématique de transaction – Réintégration des salariés.

- *Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 9 novembre*
2004 497

licenciement des salariés protégés

(voir *Protection des représentants
du personnel*)

maladie

Doctrine :

L'alcool dans l'entreprise,

- *par Jacky Héraud, Assistant à l'Université*
Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail 1

médecine du travail

Doctrine :

Les conséquences de la déclaration d'inaptitude totale du salarié

- *par Franck Héas, Maître de conférences à*
l'Université de Bretagne-sud 541

Annexes : Licenciement pour motif personnel – Maladie non professionnelle – Intervention du médecin du travail – Avis d'inaptitude à tout emploi (quatre espèces) – Périmètre – Portée limitée à l'entreprise – Recherches de reclassement dans le groupe (première, deuxième et troisième espèces) – Existence d'un danger immédiat – Impact sur le reclassement – Caractère indifférent (troisième et quatrième espèces) – Impossibilité du reclassement – Charge de la preuve reposant sur l'employeur (quatrième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)*
10 mars 2004 545

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)*
7 juillet 2004 545

- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)*
7 juillet 2004 546

- *Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)*
7 juillet 2004 546

protection des représentants du personnel

• étendue de la protection

Entreprises publiques – SNCF – Représentants du personnel – Protection – Mise à la retraite d'office par application des dispositions statutaires – Rupture du contrat de travail soumise à la procédure spéciale aux salariés investis de fonctions représentatives – Obligation pour l'entreprise de solliciter l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail.

- *Cour d'appel de Lyon (sur renvoi après cassation) 13 janvier 2003* 85

Élections professionnelles – Salarié demandeur d'élection – Imminence de candidature – Licenciement – Protection (oui) – Réintégration.

- *Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc. - référé) 5 décembre 2003* 331
- *Note Michel Faivre-Picon, Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Jura* 331

Autorisation de licenciement – Contestation – Loi d'amnistie – Effets.

- *Tribunal administratif de Versailles (6^e Ch.) 10 juin 2003* 433
- *Note Manuel Casteja, DEA de droit comparé, Union locale CGT de Chatou* 433

Licenciement autorisé – Compétence juridictionnelle – Contestation – Lettre de licenciement – Absence de référence à l'autorisation administrative – Compétence judiciaire pour apprécier la motivation.

- *Cour d'appel de Versailles (6^e Ch. Soc.) 2 mars 2004* 435
- *Note Sandra Renda, Avocate au Barreau de Chartres* 436

Licenciement d'un conseiller prud'homme - Société en redressement judiciaire - Exonération de demande d'autorisation administrative (non) - Entrave (oui) - Condamnation du liquidateur.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.), 25 mai 2004* 440

Salariée demandeuse d'élection par l'intermédiaire de l'union locale de syndicats – Demande postérieure à une convocation à un entretien préalable à une sanction disciplinaire – Protection – Nullité du licenciement – Réintégration.

- *Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 20 mai 2003* 569
- *Note Pascal Rennes* 570

• réintégration

Référé prud'homal – Trouble manifestement illicite constitué par le refus de laisser accéder à son poste de travail un délégué syndical maîtrisant mal la langue française (lue et écrite) en lui opposant une lettre de "démission" préredigée par l'employeur et présentée à la signature comme une demande d'organisation d'élections professionnelles.

- *Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 1^{er} juillet 2004* 567
- *Note Pascal Moussy* 568

• mise à pied

Mise à pied – Mandat non suspendu – Comité d'entreprise – Désaccord sur l'ordre du jour – Décision du juge des référés.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2004* 437
- *Note Maurice Cohen* 438

salaires et rémunérations

• paiement

Saisie

Procédure – Salarié ayant quitté l'entreprise – Sommes restant détenues par l'ancien employeur – Application de la saisie de droit commun (non) – Application de la procédure prévue par le Code du travail (oui).

- *Cour de cassation (Ass. plén.) 9 juillet 2004* 438

salariés protégés

(voir *Protection des représentants du personnel*)

santé

Doctrine :

L'alcool dans l'entreprise,

- *par Jacky Héraud, Assistant à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail* 1

Doctrine :

Sécurité sociale : la médecine en butte aux restrictions des soins,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* 301

(voir également *Hygiène et sécurité et Accidents du travail*)

sécurité sociale

Document :

Circulaire DSS/Agriculture n° 2003-350 du 15 juillet 2003 relative à la réforme du contentieux technique de la Sécurité sociale et aux Tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI) 15

Administrateurs salariés – Exercice des fonctions – Crédit d'heures – Utilisation – Absence de contrôle a priori par l'employeur – Contrôle a posteriori seul possible sur l'information de la réalité d'un emploi conforme aux fonctions.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mai 2003* 194

• prestations familiales

Proposition de réforme pour l'attribution de plein droit des prestations familiales au titre d'enfants étrangers dont les parents séjournent régulièrement en France **460**

Annexe : 1° Sécurité sociale – Prestations familiales – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Régularité du séjour en France – Appréciation – Modalités – Détermination – 2° Sources – Convention européenne des droits de l'Homme – Articles 8 et 14 – Respect de la vie familiale – Interdiction de discrimination – Compatibilité – Code de la Sécurité sociale – Articles L. 512-1 et 512-2 – Portée.

• *Cour de cassation (Ass. plén.) 16 avril 2004* **465**

statuts particuliers

• travailleurs sociaux

Licenciement pour motif personnel – Dispositions spécifiques – Dénonciation de mauvais traitements – Protection du salarié contre les mesures patronales de rétorsion – Licenciement en lien avec les faits dénoncés – Réintégration.

• *Cour d'appel de Paris (Référé - 18^e Ch. C) 27 mars 2003* **36**

syndicats professionnels

• discrimination

Délégués syndicaux – Désignation – Etablissement de moins de cinquante salariés – Présence de délégués sans contestation de l'employeur – Désignation d'un délégué supplémentaire par un nouveau syndicat – Contestation patronale de la désignation – Absence de discrimination (sic !).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} octobre 2003* **27**

• *Avis de M. l'Avocat général Pierre Lyon-Caen* **27**

Période probatoire supérieure à celle de ses collègues à la suite de l'obtention d'un diplôme.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 25 novembre 2003* **46**

Offre d'emploi d'été soumise à la condition de ne pas partager les vues de la CGT – Violation de l'article 225-1 Code pénal.

• *Tribunal de grande instance d'Arras (Ch. Corr.) 18 mars 2003* **91**

Intérimaire – Refus d'une entreprise utilisatrice de renouveler la mission – Infraction à l'article 225-2 C. Pén. (oui).

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2003* .**194**

• *Note Romain Marié, Maître de conférences à l'université (IUT) de Nancy 2* **195**

Délégués du personnel – Atteinte aux libertés dans l'entreprise – Discrimination et harcèlement à l'égard d'un syndiqué – Saisine directe du Bureau de jugement (L. 422-1-1) – Mise à l'écart du responsable hiérarchique ordonnée.

• *Conseil de prud'hommes de Créteil (Commerce - Département) 28 novembre 2003* **291**

• *Note Marianne Keller, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* **292**

Sous-note : Syndicats professionnels – Discrimination – Préjudice de carrière des militants – Saisine directe du Bureau de jugement pour atteinte aux libertés dans l'entreprise – Réparation accordée.

• *Conseil de prud'hommes de Marseille (Industrie - Département) 18 avril 2002* **294**

Délégué syndical – Discrimination et entraves – 1° Modification des tâches et absence de versement d'une prime – Incitation à une résiliation amiable du contrat de travail – 2° Défaut de panneau d'affichage – Infraction instantanée – Régularisation indifférente.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 6 janvier 2004* **343**

Travail temporaire – Cas de recours – Non-respect – Affectation à l'activité normale et permanente – Requalification – Egalité salariale entre travailleurs précaires et permanents – Discrimination syndicale – Nullité de la rupture – Réintégration.

• *Conseil de prud'hommes de Beauvais (Sect. ind.) 19 janvier 2004* **386**

• *Note Eric Fraise, DESS de Droit du travail* **388**

Fonctionnaires et agents publics – Activités syndicales – Discrimination – Mutation affectant les conditions de travail – Mesure non justifiée par l'intérêt du service – Réintégration dans les fonctions initiales.

• *Cour administrative d'appel de Bordeaux (2^e Ch. B) 16 mars 2004* **428**

• *Conclusions de Jean-Louis Rey, Commissaire du gouvernement* **429**

Discrimination syndicale – Préjudice de carrière – Evaluation – Désignation de conseillers rapporteurs.

• *Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 4 décembre 2003* **469**

Préjudice dans l'évolution de carrière – Pouvoirs du juge (deux espèces) – Repositionnement du salarié (première espèce) – Délivrance du matériel adéquat – Attribution d'un véhicule poids lourd (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 février 2004* **484**

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2004* **484**

1° Militant syndical – Discrimination – Absences statutaires autorisées par la convention collective nationale – Incidence sur une prime d'assiduité (non) – 2° Section syndicale – Heures de délégation prévues par l'article L. 412-20 al. 3 – Crédit alloué globalement et annuellement.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* **572**

• *Note Michel Racque, délégué syndical central Faurecia Bloc Avant et Arnaud de Senga* **572**

• action en justice

Action civile des syndicats – Entreprise en difficulté – Plan de cession – Non-respect – Irrecevabilité de la constitution de partie civile des syndicats – Absence de préjudice à l'intérêt collectif de la profession – Distinction du préjudice à l'intérêt général.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 octobre 2003* **45**

Doctrine :

– Actualité des actions de substitution et des actions collectives.

• *par Marie-Laure Dufresne-Castets* 122

Annexe : Action de substitution – 1° Nature – Action personnelle – Portée – 2° Information préalable du salarié – Nécessité et modalités –

3° Lettre d'intention – Contenu – Limites de la demande – 4° Lettre d'intention – Envoi – Action engagée le jour même – Recevabilité – Condition.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2000* 127

1) Contrat de travail – Mention du lieu de travail – Portée – Valeur informative. 2) Syndicat professionnel – Syndicat d'établissement – Recevabilité de l'action en justice – Contestation d'une restructuration dépassant le cadre de l'établissement – Caractère indifférent.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2004* 222

• *Note Bernadette Lardy-Pélissier, Maître de conférences à l'université de Toulouse* 223

Fonctionnement d'un Conseil de prud'hommes – Plainte pour jugement non-conforme au délibéré – Accusation de faux en écriture publique – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité de l'action.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 3 février 2004* 441

Harcèlement sexuel – Délit constitué – Préjudice à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité du syndicat partie civile.

• *Cour d'appel de Nancy (4^e Ch. Corr.) 29 avril 2004* 528

transfert d'entreprise**• conditions****Doctrine :**

Transfert de salariés à une personne publique : une compétence prud'homale élargie.

• *Conclusions de Jacques Duplat, Commissaire du gouvernement* 146

Annexe : Transfert d'entreprise – Activité transférée à une personne morale entretenant habituellement des rapports de droit public avec son personnel – Sort du personnel – Période postérieure au transfert mais antérieure à une formalisation de l'embauche – Persistance de rapports de droit privé – Compétence prud'homale.

• *Tribunal des conflits 19 janvier 2004* 151

• *Note Chantal Verdin, présidente du CPH de Paris* 152

Chantiers de nettoyage – Convention collective prévoyant le maintien de contrats de travail en cas de succession d'entreprises sur le même chantier – Transfert d'un seul chantier parmi ceux qui étaient confiés à la salariée par l'entreprise cédante – Nouvel employeur ne pouvant prendre de mesures empêchant l'intéressée de continuer son activité sur les autres chantiers – Application d'une clause de mobilité devant respecter les dispositions de l'article L. 120-2 du Code du travail.

• *Cour d'appel de Versailles (6^e Ch.) 16 décembre 2003* 338

• *Note Francis Saramito* 339

travailleurs étrangers**Document :**

Proposition de réforme pour l'attribution de plein droit des prestations familiales au titre d'enfants étrangers dont les parents séjournent régulièrement en France 460

Annexe : 1° Sécurité sociale – Prestations familiales – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Régularité du séjour en France – Appréciation – Modalités – Détermination – 2° Sources – Convention européenne des droits de l'Homme – Articles 8 et 14 – Respect de la vie familiale – Interdiction de discrimination – Compatibilité – Code de la Sécurité sociale – Articles L. 512-1 et 512-2 – Portée.

• *Cour de cassation (Ass. plén.) 16 avril 2004* 465

travailleurs handicapés

Travail en atelier protégé – Période d'essai – Régime (deux espèces).

• *Première espèce : Cour d'appel d'Agen 5 novembre 2002* 39

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2003* 41

Comité d'entreprise – Informations obligatoires – Transmission de la déclaration annuelle relative aux travailleurs handicapés – Atteinte à la vie privée – Employeur fondé à refuser cette transmission.

• *Cour de Cassation (2^e Ch. civ.) 10 juin 2004* 554

• *Note Arnaud de Senga* 554

Travail en atelier protégé – Période d'essai – Interruption – Autorisation préalable de la COTOREP.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004* 571

travail illégal

Durée du travail – Travail dominical – Bénévolat (non) – Travail dissimulé.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 28 octobre 2003* 43

• travail dissimulé

Procès-verbal – Constatations dans un lieu habité – Régularité malgré l'absence d'autorisation de l'occupant – Conditions.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.), 2 mars 2004* 442

• marchandage

Contrat de travail – Employeur – Détermination – Démonstrateur de grand magasin. 1) Marque déléguant sa politique commerciale à un sous-traitant ayant embauché le salarié – Produits vendus propriétés du grand magasin qui les achète à la marque – Opération aboutissant uniquement à fournir un vendeur au grand magasin – Salarié ne bénéficiant pas de la convention collective des grands magasins ni des accords d'entreprise – Prêt de main-d'œuvre à but lucratif. 2) Licenciement du démonstrateur – Détermination de l'auteur du licenciement – Entreprises participantes ayant, ensemble, la qualité d'employeur –

Condamnation solidaire à la réparation du préjudice (indemnités de rupture, dommages-intérêts...).

- *Cour d'appel de Paris (21^e Ch. C) 1^{er} juillet 2003* 79

Statut conventionnel moins favorable du pseudo sous-traitant – 2° Prêt illicite de main d'œuvre – Défaut de prestation spécifique – Condamnation.

- *Cour d'appel de Douai (6^e Ch. Corr.) 22 juin 2004* 485
- *Note Arnaud de Senga* 486

travail temporaire

Syndicat professionnel – Discrimination – Intérimaire – Refus d'une entreprise utilisatrice de renouveler la mission – Infraction à l'article 225-2 C. Pén. (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2003* 194
- *Note Romain Marié, Maître de conférences à l'université (IUT) de Nancy 2* 195

Conseils de prud'hommes – Référé – Pouvoirs – Contrat de mission temporaire – Requalification – Urgence – Evidence – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat sous astreinte (confirmation).

- *Cour d'appel d'Amiens 26 novembre 2003* 372
- *Note Michel Estevez, Conseiller prud'homme* 373

• cas de recours

Accroissement temporaire d'activités – Notion – Caractère exceptionnel (non) – Variations cycliques (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2004* 340
- *Note Ralph Blindauer* 341

Non-respect – Affectation à l'activité normale et permanente – Requalification – Egalité salariale entre travailleurs précaires et permanents – Discrimination syndicale – Nullité de la rupture – Réintégration.

- *Conseil de prud'hommes de Beauvais (Sect. ind.) 19 janvier 2004* 386
- *Note Eric Fraise, DESS de Droit du travail* 388

tribunaux

Responsabilité de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service de la justice – Absence de fixation d'une affaire devant le juge départiteur trois ans après le partage.

- *Tribunal de grande instance de Tarascon 20 juin 2003* 92

Doctrine :

Le référé comme garantie de l'effectivité des droits,

- *par Marie-Laure Dufresne-Castets* 251

Annexe : Tribunaux – Référé – Mesures conservatoires ou de remise en état – Prévention d'un dommage – Conditions – Mesure devant être assortie d'un terme certain – Contrats et obligations – Contrat dénoncé – Poursuite de ses effets.

- *Cour de Cassation (1^{re} Ch. Civ.) 7 novembre 2000* 255

Doctrine :

Le juge administratif de l'urgence,

- *par Mireille Panigel-Nennouche, avocate au Barreau de Paris* 256

Grève – Salariés non-grévistes qui manifestent leur solidarité avec les grévistes en témoignant en leur faveur lors de l'audience du Tribunal de grande instance saisi d'une demande d'expulsion – Intervention du juge des référés prud'homal pour neutraliser les mesures de rétorsion prises par l'employeur qui avait décidé, en les privant de travail et de salaire, de punir les non-grévistes qui entendaient rester corrects envers leurs collègues de travail (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 26 mars 2003* 296
- *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Départage) 16 décembre 2003* 297

Doctrine :

Haro sur la représentation et l'assistance syndicales en matière prud'homale,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* 349

Document :

Déclaration de la CGT : Une nouvelle atteinte aux droits des salariés 409

Juridiction administrative – Le principe d'impartialité ne fait pas obstacle à la participation du juge des référés ayant statué sur une demande de suspension d'une décision administrative à la formation de jugement se prononçant sur la requête en qualité du juge du principal.

- *Conseil d'Etat (3^e ss.sect.) 12 mai 2004* 537
- *Note Pascal Moussy* 537

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils

- *1) Cour de cassation (Bureau d'aide juridictionnelle) Décision n° 3264/2000* 552
- *2) Cour de cassation (Bureau d'aide juridictionnelle) Décision n° 9897/2003* 552

(voir également

Conseil de prud'hommes)

usages et accords atypiques

Dénonciation – Condition – Absence de motif illicite – A défaut, nullité de la dénonciation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2003* 439

Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique n'ont été publiées qu'en extraits)

Date	Juridiction	Nom des parties	Page
1997			
SEPTEMBRE			
30/09/97	C. Cass. (Ch. Soc.)	Brun <i>c/</i> Gel 2000	61
1999			
OCTOBRE			
305/10/99	C. Cass. (Ch. Soc.)	ASF <i>c/</i> Bodet	60
2000			
FÉVRIER			
01/02/00	C. Cass. (Ch. Soc.)	Servair <i>c/</i> Union Locale CGT de Roissy	127
JUIN			
08/06/00	CP de St-Nazaire (Sect. Industrie)	Degoul <i>c/</i> SARL Renaissance	74
OCTOBRE			
06/10/00	CP de Lyon (Commerce-Départage)	Bourquard et CGT Commerce <i>c/</i> Meubles Ikéa France	367
NOVEMBRE			
07/11/00	C. Cass. (1 ^{re} Ch. Civ.)	Tresis et IPIB	255
DÉCEMBRE			
19/12/00	C. Cass. (Ch. Soc.)	affaire Favre <i>c/</i> Société ALP	142
2001			
MAI			
10/05/01	C. Cass. (Ch. Soc.)	Transevry <i>c/</i> Baroudi	283
DÉCEMBRE			
18/12/01	C. Cass. (Ch. Soc.)	Renault	286

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
2002			
MARS			
22/03/02	CA Appel de Paris (22 ^e Ch. B.)	affaire Favre c/ ALP	142
AVRIL			
18/04/02	CP de Fort-de-France (référé)	Magit c/ SA Delattre	285
18/04/02	CP de Marseille (Industr.-Départ.)	Alesi et a.c/ Alcatel réseau d'entreprise	294
MAI			
23/05/02	CA de Toulouse (Ch. Soc.)	SEM ASF c/ Bonnes	426
31/05/02	CA de Paris (18 ^e Ch. C.)	CNAMTS et a. c/ Ancette et a.	225
JUIN			
18/06/02	CA de Riom (4 ^e Ch. Civ.)	Matteodo c/ P.	31
JUILLET			
03/07/02	CA de Paris (22 ^e Ch. A)	Pietri-Martin c/ Thalès Services Industrie	37
SEPTEMBRE			
03/09/02	TGI de Valence (1 ^{re} Ch.)	CE de la CAF de la Drôme c/ CAF de la Drôme	478
OCTOBRE			
22/10/02	CP de Saint-Nazaire (référé)	Bardeaux et a. c/ Auvergne aéronautique	284
31/10/02	CA de Douai (Ch. Soc.)	DRASS de Lille c/ CRAM et Dhordain	423
NOVEMBRE			
05/11/02	CA d'Agen	SARL Alis c/ Puzia	39
21/11/02	TI de Versailles	FNTC CGT et a. c/ Bouygues et a.	226
21/11/02	TI de Versailles	SA ETDE c/ FNTC CGT et a.	228
DÉCEMBRE			
12/12/02	TI de Chambéry	SA ETDE et a. c/ FNTC CGT et a.	230
2003			
JANVIER			
13/01/03	CA de Lyon (s/ renvoi après cass.)	Anstett c/ SNCF	85
FÉVRIER			
04/02/03	C. Cass. (Ch.Soc.)	Pillier c/ Compagnie des Transports Saumurois	523
06/02/03	CA de Rennes (8 ^e Ch.)	Compagnon-Georges c/ Sté Nantes HLL Euro Santé-Beauté	235
27/02/03	CA de Paris (22 ^e Ch. C.)	Cie générale de Géophysique c/ Le Vaillant	189
MARS			
18/03/03	TGI d'Arras (Ch. Corr.)	CGT de la CPAM d'Arras c/ X.	92
25/03/03	C.A. de Montpellier (Ch. Soc.)	Buscail et a. c/ IBM	370
26/03/03	TGI de Paris (référé)	BHT EUURL (Mac Donald's) c/ UL CGT 2 ^e arrondt et a.	296
27/03/03	CA de Paris (Référé - 18 ^e Ch. C.)	Entraide universitaire c/ Font et a.	36

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
AVRIL			
02/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Herbaut c/ CPAM du Gard et autres	313
02/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Le Caillec c/ CPAM des Hauts-de-Seine	314
03/04/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CPAM de la Corrèze c/ Société GIAT Industries	21
03/04/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Mme Monnerie c/ Sté Boos et Péricaud et autres.	21
03/04/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Société Profer c/ Mira	77
23/04/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Elisabeth X.</i>	43
23/04/03	C. Cass. (Ch. Crim.)	B... c/ Mo... (Carrefour)	87
30/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	AGS c/ Mme Dorgambide	83
30/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	BHV c/ Courtois	335
MAI			
07/05/03	CA de Paris (14 ^e Ch. A.)	Barclays Finance c/ CE Barclays Finance	422
12/05/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CPAM de la Côte d'Or c/ Société OTN	73
13/05/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CRAM du Sud-Est c/ Mme Taddei	22
13/05/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Doz c/ AEFI	194
20/05/03	CA de Nîmes (Ch. Soc.)	SA Faraud c/ Mlle Katouar Abidi	569
22/05/03	CP de Lyon (sect. Encadr.)	Gallo c/ EDF-GDF	173
30/05/03	CA de Dijon (Ch. Soc.)	DFSEA c/ Liliane D.	174
JUIN			
04/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X. et autres c/ Société OVPVM et autres	84
05/06/03	CP de Paris (Encadrement-Départage)	Olivaux c/ Jones Lang Lasalle	232
10/06/03	TA de Versailles (6 ^e Ch.)	Lorsold c/ Ministre des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité	433
12/06/03	<i>CJCE</i>	<i>Engen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge et République d'Autriche</i>	393
17/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat départemental CGT de la Poste de la Corse du Sud c./ La Poste	89
18/06/03	CP de Caen	Leveneur c/ Assedic	25
20/06/03	TGI de Tarascon	Lacroix c/ AJT	93
JUILLET			
01/07/03	CA de Paris (21 ^e Ch. C.)	Cabinet Bessières c/ Crespi, Galeries Lafayette et autres	79
01/07/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CPAM de Dordogne c/ Ratinaud	313
01/07/03	C. Cass. (2 ^e Ch. C.)	Michel c/ CPAM de Grenoble et société Algaflex	314
02/07/03	TI de Paris (17 ^e arrondt)	Hôtels Concorde et a. c/ CGT des Hôtels Concorde et a.	336
07/07/03	CP de Paris (Départ.)	Ngo Nloga et a. c/ Parie Eiffel Suffren	30
08/07/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Thieurmél c/ Trio TCS	81
09/07/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	X... c/ SNCF	29
17/07/03	CA de Metz (Référé)	Kremer c/ Lorraine Distribution Ecowater	23
30/07/03	Conseil d'Etat	Banque de France c/ Alain E.	176
AOÛT			
01/08/03	TGI de Nanterre (référé)	SA Alstom Power Turbomachines c/ Comité central d'entreprise	390
23/08/03	CP d'Alès (sect. Encadr.)	Coutanceau c/ Billy SPA	34

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
SEPTEMBRE			
02/09/03	C. Cass. (Ch. Crim.)	Sté Steelcase Strafor	194
15/09/03	CP de Paris (Référé)	Sandager c/ Vivarte	191
16/09/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Deyvis Schwartz c/ Royer et a.	169
16/09/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Padet c/ SNCF	171
16/09/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Organic de Lorraine c/ Lévy	172
16/09/03	CA de Versailles (6 ^e Ch. Soc.)	Journo c/ SA Copagau et a.	326
16/09/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Najahi c/ Sté Slim Environnement et autres	421
17/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Garcia c/ GAN	78
17/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Veni Creator et autres c/ Mme Beaulieu	178
17/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Czarnecki c/ Duquesnoy ès qual. et a.	179
23/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Spehner c/ Ducommun	334
24/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Association Aquitaine	41
30/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Coulon c/ AGP Développement	28
30/09/03	CP de Paris (Référé-Départage)	Sallaberry c/ Sté Idex et Cie	234
OCTOBRE			
01/10/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Timco et a. c/ CGFTE	27
01/10/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Marmoraro c/ Soscia ès qual.	332
07/10/03	CA de Bordeaux (1 ^{re} Ch. A.)	SARL Boizumeau c/ Didier Fonteny	382
07/10/03	CP de Grenoble (Sect. Comm.)	Giraud Gelle c/ SARL Hôtel Europole	384
08/10/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Coencas</i>	45
10/10/03	Conseil d'Etat (5 ^e et 7 ^e ss-sect.)	Consorts Cohen c/ Centre Hospitalier de PSGl et a.	180
10/10/03	<i>TGI de Paris (référé)</i>	<i>Sté nationale d'exploitation industrielle des allumettes c/ Roux</i>	390
17/10/03	CA de Paris (11 ^e Ch. Corr. B)	Assoc. du restaurant du Bal du Moulin Rouge	329
21/10/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	URSSAF de Paris c/ Continent Hypermarché	408
28/10/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Jaques Monique</i>	44
28/10/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cabot c/ SNCF	322
31/10/03	CA de Paris (21 ^e C)	Sté Seita Altadis c/ Taquet	177
NOVEMBRE			
05/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	AFPA c/ Marini	60
05/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mechy c/ Prugnières	439
06/11/03	TGI de Nanterre (Juge de l'exécution)	Sté Essentiel c/ Wane et autres	333
12/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Navarro c/ Sté Abri de Camargue	88
12/11/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Labadie ep. Lespiauc</i>	245
12/11/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Jean-Claude Avare</i>	246
12/11/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Robert Le Nay</i>	247
13/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Aurtherman et autres c/ La Flèche Cavaillonnaise SA	330
18/11/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Davis c/ CRAM d'Aquitaine	171
18/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Harvoire c/ Société Saintongeaise du bricolage	323
18/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Chambedis c/ Planchard	376
25/11/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Frédéric Massa</i>	46
25/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Oracle France	520
26/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Acerep SA c/ Valade et autre	217
26/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	SEM AS Cannes Volley Ball c/ Glowacz	218
26/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association Accord c/ Calvet	218

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
26/11/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	France 2 c/ Mebtoul	218
26/11/03	CA d'Amiens	Industrielle du Béton c/ Djerbaa	372
28/11/03	CP de Créteil (Commerce-Départage)	Goherel et a. c/ Castorama France	291

DÉCEMBRE

02/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Crédit Lyonnais c/ Marais et autre	237
02/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Baracassa c/ Sté Etienne Lacroix tous artifices	237
03/12/03	Conseil d'Etat (1 ^{re} sous-section)	M. Dellas et autres	159
04/12/03	CA de Toulouse (Ch. Soc.)	BNP Paribas c/ Vignolles et syndicat CGT	469
05/12/03	CA de Besançon (Ch. Soc. - référé)	Houot c/ SA Baehrel	331
05/12/03	CA d'Angers (Ch. Soc.)	Duc c/ Forner	521
09/12/03	Conseil d'Etat (1 ^{re} et 2 ^e ss-sect.)	Aguillon et a.	184
09/12/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Kaddour et syndicat... c/ SGCB</i>	243
10/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	C & A France c/ Enel	62
11/12/03	CP du Puy-en-Velay (Sect. act. Div.)	Bonhomme c/ IRCL	480
16/12/03	CP de Paris (référé-départage)	Chaouiti et a. c/ BHT	297
16/12/03	CA de Versailles (6 ^e Ch.)	Sté Net'Hôtel c/ Bekziz	338
16/12/03	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Sté Adia c/ CPAM du Lot-de-Garonne	519
18/12/03	CA de Paris (18 ^e Ch. C.)	Sté Météor Exploitation c/ Renault	380
18/12/03	CAA de Nancy (3 ^e Ch.)	Sud PTT c/ La Poste	482
19/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Clément c/ SEMCA Autoroutes du Sud de la France	136
19/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Verdel c/ EDF CNPE Creys Malville	136
19/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	HLM Mon Logis SA c/ Guillot	136
19/12/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	HLM Mon Logis SA c/ Guillot	137

2004

JANVIER

02/01/04	CA de Chambéry (Ch. Soc.) Ordonnance du Président	SA Sotira-73	144
05/01/04	TGI de Nanterre (2 ^e Ch.)	Lepuil c/ Unedic délégation AGS-CGEA Ile-de-France Ouest	481
06/01/04	<i>C. Cass. (Ch. Crim.)</i>	<i>Delanchy et Guillory</i>	343
13/01/04	<i>CJCE</i>	<i>Kühne et Nagel</i>	392
14/01/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CGT de la Sté Desautel et Coppens c/ Sté Desautel et autres	427
15/01/04	CA de Paris (18 ^e Ch. C.)	Radio France c/ Montanari et a.	432
19/01/04	Tribunal des Conflits	Mme Devun et autres c/ Commune de Saint-Chamond	151
19/01/04	CP de Beauvais (Sect. Industrie)	Boyeldieu et SNETT CGT c/ Tropicana et a.	386
19/01/04	CA de Grenoble (Ch. Soc.)	Caterpillar France c/ Houmadi et CGT	524
21/01/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Aventis Pharma SA c/ Syndicat CGT Aventis Pharma et autres.	222
21/01/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sovab SNC c/ Akin et autres	340
27/01/04	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Szczepaniak c/ Favrat et a.	420
27/01/04	CA de Paris (18 ^e Ch. D)	Ohayon c/ AGME	563
28/01/04	CA de Paris (1 ^{re} Ch.)	Association Union des Centres de Plein Air (UCPA) c/ Syndicat CGT	476

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
FÉVRIER			
03/02/04	Cass. Crim.	<i>Modolo</i>	440
03/02/04	Cass. Crim.	<i>UD CGT du Gers</i>	441
17/02/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Raze c/ Sté Ambulances Aqua Sud	526
24/02/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	SNCF c/ Massol	484
MARS			
02/03/04	CA de Versailles (6 ^e Ch. Soc.)	Stallergènes c/ Breton	435
02/03/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Verwaerde c/ Delrue et Alsthom contracting Nord et Est	437
02/03/04	Cass. Crim.	<i>Fuerxer</i>	442
03/03/04	Conseil d'Etat (Assemblée)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité c/ Consorts Thomas	215
03/03/04	Conseil d'Etat (Assemblée)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité c/ Consorts Botella	216
09/03/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Stokvis-Blanc c/ De Jorge et a.	527
10/03/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fabre c/ Guilbert France	545
10/03/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sogecler c/ André et a.	551
12/03/04	CP d'Aix-en-Provence (référé)	Benkhalifa et a. c/ Clinique la Lauranne	287
16/03/04	CAA de Bordeaux (2 ^e Ch. B)	Patel c/ Commune de Penne d'Agenais	428
25/03/04	CA de Paris (18 ^e Ch. C.)	Société Radio France c/ Naut et a.	530
AVRIL			
01/04/04	CA de Paris (18 ^e Ch. C.)	New Global Vending c/ Adam	369
06/04/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Honeywell Longlaville SA c/ Pacheco	378
08/04/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	CRCAM c/ Toulat	534
15/04/04	TGI de Marseille (1 ^{re} Ch. Civ.)	Lazari et a. c/ Assedic Alpes Provence et a.	320
16/04/04	C. Cass. (Ass. Plén.)	DRASS des Pays de la Loire c/ Mme Lingouala	465
16/04/04	CA de Douai (Ch. Soc.)	Herpin c/ Habitat France	471
29/04/04	CA de Nancy (4 ^e Ch. Corr.)	Antoine c/ Mlles G. et V. et syndicat CGT Forêt	528
MAI			
05/05/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Padelidakis c/ Banque nationale de Grèce	425
05/05/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Hôtels Concorde c/ Union Locale CGT 17 ^e arrondt et a.	526
11/05/04	C. cass. (Ch. Crim)	Société Pierson Diffusion c/ Chauvel	558
11/05/04	C. Cass. (Ch. Crim)	Société Paumier et fils c/ Hauguel	559
12/05/04	Conseil d'Etat (3 ^e ss. sect.)	Commune de Rogerville	537
19/05/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Theriez c/ Poirier	566
25/05/04	Cass. Crim.	<i>Ben Amour Richard</i>	440
JUIN			
02/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	ASF c/ Bonnes	565
02/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association des paralysés de France c/ Kwaku Botwe	571
02/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Labarre c/ ECIA	572
03/06/04	CA de Paris (18 ^e Ch. C.)	Idex & Cie c/ Sallaberry et a.	298
10/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Atofina c/ Comité d'établissement de Pierre Bénite	554
15/06/04	CP de Paris (sect. act. div. - Concil.)	Cayrou c/ Syndicat coprop. 77 bd St Marcel	521
17/06/04	TGI de Versailles (4 ^e Ch.)	CCE Schindler et FTM CGT c/ Schindler SA	473

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
22/06/04	CA de Douai (6 ^e Ch. Corr.)	Christian Bocquet et a. c/ CGT Sollac	485
22/06/04	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Saunier Duval Electricité</i>	487
23/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Appia c/ Khai	484
30/06/04	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Adda David</i>	487
30/06/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pennequin c/ Segec	560
JUILLET			
01/07/04	CA de Paris (18 ^e Ch. C)	Jeyakumar et CGT Commerce c/ SNC Costes	567
06/07/04	TGI de Boulogne-sur-Mer (1 ^{re} Ch.)	Auchan et a. c/ CE Auchan	555
07/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	TDT c/ Touil et a.	545
07/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Quentin c/ La Flèche blanche	546
07/07/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Granier c/ Mourier	546
09/07/04	C. Cass. (Ass. Plén.)	Boilley c/ Richard	438
22/07/04	C. Cass. (Ch. Crim.)	M. Clive Nickolds et autres (aff. Marks and Spencer)	466
SEPTEMBRE			
07/09/04	<i>CJCE</i>	<i>Michel Trojani c/ Centre public d'aide sociale de Bruxelles</i>	577
OCTOBRE			
05/10/04	<i>CJCE</i>	<i>Bernhard Pfeiffer et a. c/ Deutsches Rotes Kreuz</i>	575
NOVEMBRE			
09/11/04	CA de Versailles (6 ^e Ch.)	Apostolov et autres c/ SA Alcatel Cable France	497

Table des sommaires d'arrêts de la Cour de Cassation

Publiés en pages 3 et 4 de la couverture de chaque mois.

Résumés par **Marie-France Bied-Charreton**

22 juillet 2004 *Crim.* **COMITÉ D'ENTREPRISE, DÉLIT D'ENTRAVE À SON FONCTIONNEMENT, AMNISTIE, CONDITIONS, DÉLITS COMMIS À L'OCCASION D'UN CONFLIT DU TRAVAIL OU D'ACTIVITÉS SYNDICALES OU REVENDICATIVES DE SALARIÉS.**

• *X et autres c/ Comité central d'entreprise Marks and Spencer, pourvoi n° 04-83.258 [P+F+I] - DO août 2004-5*

23 juin 2004 *Soc.* **COMITÉ D'ENTREPRISE, INFORMATION ET CONSULTATION, LICENCIEMENTS COLLECTIFS POUR MOTIF ÉCONOMIQUE, PLAN SOCIAL, MODIFICATION APRÈS ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE DE CONSULTATION.**

• *Rejet, Société L'Est Républicain c/ Comité d'entreprise de la Société L'Est Républicain et autres, pourvoi n° 02-17.109 - DO septembre 2004-3*

17 décembre 2004 *Soc.* **COMITÉ D'ENTREPRISE, PROCÉDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF, PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI, MODIFICATION, IRRÉGULARITÉ, POUVOIR DU JUGE, LIMITES.**

• *Cassation, Société Martell et Cie c/ Comité d'entreprise de la Société Martell et Cie et autres, pourvoi n° 03-17.031 [P+B+R+I] - DO décembre 2004-7*

30 novembre 2004 *Soc.* **COMITÉ D'ENTREPRISE, MODIFICATION DE LA SITUATION JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE, ENTREPRISE CONSERVANT SON AUTONOMIE, CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR AUX ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES, MONTANT.**

• *Comité d'entreprise de la Société Kodak industrie c/ Société Kodak industrie, pourvoi n° 02-13.837 [P+B+R+I] - DO décembre 2004-8*

4 février 2004 *Soc.* – **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, PRÉAVIS DE GRÈVE, TROUBLE MANIFESTEMENT ILLICITE (NON), DATES DE CESSATION DU TRAVAIL DIFFÉRENTES SELON LES PRÉAVIS.**

• *Cassation, Syndicat SSE-CFDT Connex Bordeaux c/ Société Connex Bordeaux, pourvoi n° 01-15.709. [P+B+R+I] - DO février 2004-1*

22 juin 2004 *Soc.* **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, EXPULSION DES LOCAUX OCCUPÉS, CONDITION.**

• *Cassation, Unions locales CGT et CFDT c/ Société Chamatex, pourvoi n° 02-15.500 [P] - DO août 2004-3*

23 juin 2004 *Soc.* **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, EXPULSION DES LOCAUX OCCUPÉS, CONDITION.**

• *Rejet, X et Y c/ Société BVF, pourvoi n° 02-31.071 [P+B] - DO août 2004-4*

30 juin 2004 *Soc.* **CONGÉS PAYÉS, CAISSE, AFFILIATION D'UN EMPLOYEUR, ACTIVITÉ ACCESSOIRE.**

• *Cassation, Caisse de congés payés du Bâtiment des Bouches du Rhône et du Vaucluse c/ Société d'exploitation J.M. Delgutte, pourvoi n° 02-19.035 - DO septembre 2004-1*

10 mars 2004 *Soc.* – **CONGÉS PAYÉS, CONGES FRACTIONNES, DATE DE REPRISE DU TRAVAIL, FIXATION UNILATÉRALE PAR LE SALARIÉ, LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE.**

• *Hôtel de France c/ X, pourvoi n° 01-44.941 [P] - DO mars 2004-5*

2 juin 2004 *Soc.* **CONGÉS PAYÉS, CONGÉ MATERNITÉ, CONGÉ PARENTAL D'ÉDUCATION.**

• *Société Meubles Wieder c/ Mercedes X, pourvoi n° 02-42.405 [P+B+R+I] - DO juin 2004-11*

1^{er} juin 2004 *Soc.* **CONGÉ PARENTAL D'ÉDUCATION, INOBSERVATION DES FORMALITÉS DE LA DEMANDE DE CONGÉ, RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE.**

• *Rejet, Compagnie Angevine de la Maille Tricomer c/ Doucet, pourvoi n° 02-43.151 [P+B] - DO septembre 2004-8*

16 mars 2004 *Soc.* – **CONTRAT D'APPRENTISSAGE, RÉSILIATION UNILATÉRALE, DÉLAI DE DEUX MOIS, SUSPENSION, MALADIE.**

• *Cassation, Khalid X c/ Laurent Y, pourvoi n° 01-44.456 [P+B+R+I] - DO mars 2004-1*

30 novembre 2004 *Soc.* **CONTRATS EMPLOI SOLIDARITÉ, CONTRAT EMPLOI CONSOLIDÉ, REQUALIFICATION EN CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE, CAS.**

• *Centre de loisirs éducatif de Digoin c/ Lucrécia X, pourvoi n° 01-45.613 [P+B+R+I] - DO décembre 2004-4*

7 septembre 2004 *Soc.* **CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE, RUPTURE ANTICIPÉE, FAUTE GRAVE, AMPLITUDE DE NUIT, MODIFICATION, REFUS.**

• *Cassation, X c/ Société Secam, pourvoi n° 02-42.657 [P] - DO octobre 2004-1*

2 juin 2004 *Soc.* **CONTRAT DE TRAVAIL CONCLU POUR LA DURÉE DU CHANTIER, PRÉSUMPTION DE CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE, LICENCIEMENT, CONDITIONS DE VALIDITÉ.**

• *Cassation, Dodeman c/ GIE Exploitation des carrières, pourvoi n° 01-46.891 [P] - DO septembre 2004-14*

25 février 2004 *Soc.* – **CONTRAT DE TRAVAIL, EXÉCUTION, HEURES SUPPLÉMENTAIRES, PREUVE, CHARGE.**

• *Franck X c/ Société Les Clochetons, pourvoi n° 01-45.441 [P+B+R+I] - DO mars 2004-8*

21 janvier 2004 *Soc.* – **CONTRAT DE TRAVAIL, ELEMENT CONTRACTUEL, LIEU DE TRAVAIL, CONDITION, CLAUSE CLAIRE ET PRÉCISE, PORTEE.**

• *Société Aventis Pharma c/ Syndicat CGT Aventis Pharma et autres, pourvoi n° 02-12.712 [P+B+R+I] - DO février 2004-5*

19 mai 2004 *Soc.* **CLAUSE DE MOBILITÉ, CONDITION DE VALIDITÉ, LIMITATION GÉOGRAPHIQUE.**

• *Rejet, Société Loca Bourgeois c/ X, pourvoi n° 02-43.252 - DO octobre 2004-4*

13 juillet 2004 *Soc.* **CLAUSE DE MOBILITÉ, CHANGEMENT DE DOMICILE, INTÉRÊT DE L'ENTREPRISE.**

• *Rejet, X c/ Société Logirep, pourvoi n° 02-44.958 - DO octobre 2004-5*

30 juin 2004 *Soc.* **CLAUSE DE MOBILITÉ, USAGE ABUSIF, MÉSENTENTE NON IMPUTABLE AU SALARIÉ.**

• *Rejet, Société Casino c/ X, pourvoi n° 02-44.145 - DO octobre 2004-6*

16 juin 2004 *Soc.* **CONTRAT DE TRAVAIL, CLAUSE PRÉVOYANT LA MODIFICATION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ DU SALARIÉ, ABSENCE D'EFFET.**

• *Rejet, Société Les Biscottes Roger c/ Dailliez, pourvoi n° 01-43.124 [P] - DO septembre 2004-12*

5 mai 2004 Soc. **CONTRAT DE TRAVAIL, MODIFICATION, TRANSFERT DU SALARIÉ D'UNE SOCIÉTÉ À UNE AUTRE.**

• Cassation, *Drefa X c/ Société Adislor, pourvoi n° 02-42.580 [P]* - DO mai 2004-3

13 juillet 2004 Soc. – **CONTRAT DE TRAVAIL, MODIFICATION UNILATÉRALE PAR L'EMPLOYEUR, COMPORTEMENT POSTÉRIEUR DU SALARIÉ, CAUSE DE LICENCIEMENT (NON).**

• X c/ Société *Computic, pourvoi n° 02-43.015 [P]* - DO septembre 2004-13

11 février 2004 Soc. – **CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE, INITIATIVE, IMPUTABILITÉ, PRISE D'ACTE PAR L'EMPLOYEUR, PROCÉDURE DE LICENCIEMENT, NÉCESSITÉ.**

• X c/ Société *Camabric, pourvoi n° 01-45220 [P]* - DO février 2004-11

10 mars 2004 Soc. – **CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE, PÉRIODE D'ESSAI, ENTRETIEN PRÉALABLE OBLIGATOIRE.**

• Rejet, *Association Accueil et réinsertion sociale de Lille, Centre maternel HERA c/ X, pourvoi n° 01-44.750 [P]* - DO mars 2004-4

21 janvier 2004 Soc. – **CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE, ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ, EXÉCUTION D'UNE TÂCHE PRÉCISE ET TEMPORAIRE.**

• Société *Sovab c/ Akin et autres, pourvoi n° 03-42.754 [P+B+R+I]* - DO février 2004-9

21 janvier 2004, Soc. – **CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE, ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ, EXÉCUTION D'UNE TÂCHE PRÉCISE ET TEMPORAIRE.**

• Société *industrielle d'aviation Latécoère c/ Cruzel et autres, pourvoi n° 02-46.150* - DO février 2004-10

11 mai 2004 Soc. – **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, ACCORDS À DURÉE DÉTERMINÉE, MODIFICATION PENDANT LA DURÉE DE L'ACCORD, POSSIBILITÉ, CONDITIONS.**

• Syndicat *CGT Thomson Tubes électroniques c/ Société Thomson Tubes électroniques et autres, pourvoi n° 02-14.844 [P+B]* - DO mai 2004-10

26 mai 2004 Soc. – **CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, ACCORDS DÉROGATOIRES, OPPOSITION, RÉGULARITÉ, JUGE DES RÉFÉRÉS, ÉTENDUE DE SES POUVOIRS.**

• Cassation, *Syndicat CGT Energie Paris EDF-GDF c/ EDF-GDF, pourvoi n° 02-18.783 [P]* - DO juin 2004-1

7 avril 2004 Soc. – **DURÉE DU TRAVAIL, TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF, TEMPS DE REPOS, PAUSE, NOTION.**

• Rejet, *Société Renosol c/ Bola et autres, pourvoi n° 02-43.265* - DO avril 2004-6

2 juin 2004 Soc.– **DURÉE DU TRAVAIL, TRAVAIL EFFECTIF, ASTREINTE, NOTIONS.**

• J.P. *Maucolin c/ UGECAM Nord-Est, pourvoi n° 02-42.618 [P]* - DO juin 2004-10

13 juillet 2004 Soc. – **DURÉE DU TRAVAIL, TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF, NOTION, TEMPS DE DÉPLACEMENT JUSQU'ÀUX POINTEUSES, REMISE EN ÉTAT, POUVOIR DU JUGE, LIMITE.**

• Société *Carrefour c/ Union des syndicats CGT des personnels du commerce, de la distribution et des services du Rhône et autres, pourvoi n° 02-15.142 [P]* - DO août 2004-2

26 mai 2004 Soc. – **DURÉE DU TRAVAIL, TEMPS DE TRAVAIL, ACCORD COLLECTIF INSTITUANT DES FORFAITS JOURS POUR LES CADRES, LÉGALITÉ, CONDITIONS.**

• Rejet, *Fédération nationale des industries chimiques CGT et a. c/ Société Manufacture française des pneumatiques Michelin et autres, pourvoi n° 02-18.756 [P+B+R+I]* - DO août 2004-8

2 juin 2004 Soc. – **DURÉE DU TRAVAIL, TRANSPORT ROUTIER, FEUILLE D'ENREGISTREMENT, DÉLAI DE CONSERVATION, PRESCRIPTION QUINQUENNALE.**

• Chabot c/ Société *Groupe Cayon, pourvoi n° 02-46.811 [P+B]* - DO octobre 2004-2

24 mars 2004 Soc. – **DURÉE DU TRAVAIL, ORGANISATION DU TRAVAIL PAR CYCLES, ACCORD DE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, REPOS COMPENSANT LES HORAIRES HEBDOMADAIRES SUPÉRIEURS À 35 HEURES, PERTE EN CAS DE MALADIE DU SALARIÉ (NON).**

• EDF-GDF c/ *Delion, pourvoi n° 02-46.391* - DO avril 2004-5

14 janvier 2004 Soc. – **ELECTIONS PROFESSIONNELLES, OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DE L'EMPLOYEUR, PROPAGANDE ELECTORALE.**

• Syndicat *CGT de la Société Desautel et autres c/ Société Desautel et autres, pourvoi n° 01-60.788 [P+B+R+I]* - DO février 2004-6

26 mai 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, EFFETIFS DE L'ENTREPRISE, SALARIÉS MIS À DISPOSITION, PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE.**

• Société *Renault c/ Syndicat CGT ouvriers de Renault et autres, pourvoi n° 03-60.358 [P+B+R+I]* ; dans le même sens : Soc. 26 mai 2004, *Syndicat CGT Renault Grand Couronne et autre c/ Société Renault Grand Couronne et autre, pourvoi n° 03-60.125 [P+B+R+I]* - DO juin 2004-2

27 octobre 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, SALARIÉS NON PERMANENTS DEVANT FIGURER SUR LA LISTE ÉLECTORALE, RECOURS PRÉÉLECTORAL, DÉCISION PRÉÉLECTORALE, IRRECEVABILITÉ DU POURVOI EN CASSATION, SAISINE DU JUGE DE L'ÉLECTION, ABSENCE D'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE DE LA DÉCISION PRÉÉLECTORALE DANS LE LITIGE ÉLECTORAL.**

• Syndicat *CGT TF1 et autres c/ Société TF1, pourvoi n° 03-60.429 [P+B+R+I]* - DO novembre 2004-5

10 novembre 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, EFFECTIFS, SALARIÉS EMPLOYÉS DANS LE CADRE DE CONTRATS À TEMPS PLEIN, TEMPS PARTIEL, CHARGE DE LA PREUVE.**

• Syndicat *national de la presse c/ Société Delta Diffusion, pourvoi n° 03-60.308* - DO novembre 2004-1

4 février 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, CANDIDATS, CONDITIONS D'ANCIENNETÉ ET DE PRÉSENCE, REPRÉSENTANT SYNDICAL AU COMITÉ D'ENTREPRISE.**

• Rejet, *Société Adecco Travail Temporaire c/ Gaston X et autre, pourvoi n° 03-60.138 [P+B+R+I]* - DO février 2004-2

4 février 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, CANDIDATS, CONDITIONS D'ANCIENNETÉ ET DE PRÉSENCE, DÉLÈGUE SYNDICAL.**

• Cassation, *Gaston X c/ Société Adecco Travail Temporaire et autre, pourvoi n° 02-60.028 [P+B+R+I]* - DO février 2004-3

14 janvier 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, COMITE D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL, DÉSIGNATION, MOMENT.**

• Rejet, *Société Sanofi-Synthelabo et autre c/ Sabine X et autres, pourvoi n° 02-60.225 [P+B+R+I]* - DO février 2004-7

13 juillet 2004 Soc. – **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL, ÉTABLISSEMENTS DISTINCTS, DÉFINITION.**

• Cassation, *Syndicat SNTA-CFDT c/ Société Air Littoral Assistance - Swissport, pourvoi n° 03-60.173* - DO septembre 2004-4

30 mars 2004 Soc. **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, OPÉRATIONS ÉLECTORALES, MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE DÉROULEMENT, CONTESTATION, SAISINE DU JUGE DE L'ÉLECTION, RECOURS PRÉÉLECTORAL, DÉCISION**

PRÉÉLECTORALE, IRRECEVABILITÉ DU POURVOI EN CASSATION.

• Irrecevabilité, cinq arrêts publiés au Bull. 2004, n° 100 - DO novembre 2004-4

10 novembre 2004 Soc. ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, OPÉRATIONS ÉLECTORALES, MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE DÉROULEMENT, CONTESTATION, SAISINE DU JUGE DE L'ÉLECTION, RECOURS PRÉÉLECTORAL, DÉCISION PRÉÉLECTORALE, IRRECEVABILITÉ DU POURVOI EN CASSATION.

• Irrecevabilité, Syndicat des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie et Société Le Nickel, pourvoi n° 03-60.410 - DO novembre 2004-3

13 juillet 2004 Soc. ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, IRRÉGULARITÉ, ÉMARGEMENT PAR LES ÉLECTEURS, ABSENCE DE FRAUDE, ABSENCE D'AFFECTATION DES RÉSULTATS.

• Rejet, X c/ Société Comptoir Métallurgique de Bretagne, pourvoi n° 03-60.160 [P] - DO septembre 2004-2

17 décembre 2004 Soc. LIBERTÉ FONDAMENTALE, CLAUSE DE NON-CONCURRENCE, CONTREPARTIE FINANCIÈRE, REVIREMENT DE JURISPRUDENCE, APPLICATION IMMÉDIATE.

• Société SAMSE c/ Christian X et a., pourvoi n° 03-40.008 [P+B+R+I] - DO décembre 2004-1

12 octobre 2004 Soc. LICENCIEMENT, DROIT DU SALARIÉ AU RESPECT DE L'INTIMITÉ DE SA VIE PRIVÉE, SECRET DES CORRESPONDANCES.

• Richard c/ Société Sulzer, pourvoi n° 02-40.392 - DO décembre 2004-10

6 avril 2004 Soc. – LICENCIEMENT, CAUSE, RÈGLEMENT INTÉRIEUR, BADGE D'ENTRÉE ET DE SORTIE, ENREGISTREMENT PAR LA COMMISSION NATIONALE INFORMATIQUE ET LIBERTÉS, IDENTIFICATION DES SALARIÉS, NON-RESPECT PAR LE SALARIÉ DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

• Société Honeywell Longlaville c/ Miguel X, pourvoi n° 01-45.227 [P+B+R+I] - DO avril 2004-2

7 avril 2004 Soc. LICENCIEMENT, FAUTE, NOTION, REFUS D'UNE FORMATION, CONDITIONS.

• Société Poids Lourds Service Chartrain c/ X, pourvoi n° 02-40.493 - DO mai 2004-9

13 juillet 2004 Soc. LICENCIEMENT, FAUTE, NOTION, ABSENCE DU SALARIÉ, CERTIFICAT MÉDICAL, CONDITION.

• Cassation, X c/ Y, pourvoi n° 02-45.438 [P] - DO août 2004-13

30 juin 2004 Soc. LICENCIEMENT, FAUTE, NOTION, VERSEMENT AUX DÉBATS DANS UNE INSTANCE PRUD'HOMALE DE DOCUMENTS DE L'ENTREPRISE COUVERTS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL (NON).

• Rejet, X c/ Société Segec, pourvoi n° 02-41.720 [P+B+R+I] - DO août 2004-9

6 avril 2004 Soc. LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, NOTION, RESPONSABLE D'ATELIER, PROPOS RACISTES, AGRESSIFS ET MÉPRISANTS.

• Cassation, Société Traitement Industrie c/ X, pourvoi n° 02-41.166 - DO mai 2004-8

2 juin 2004 Soc. LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, PROPOS ANTISÉMITES, MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE DE L'ENTREPRISE.

• Cassation, Marc X c/ Société Spot Image, pourvoi n° 03-45.269 [P+B+R+I] - DO juin 2004-8

2 juin 2004 Soc. LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, PROPOS RACISTE.

• Cassation, Société Pavillon Montsouris c/ Olivier X, pourvoi n° 02-44.904 [P+B+R+I] - DO juin 2004-9

8 avril 2004 Soc. – LICENCIEMENT, INAPTITUDE PHYSIQUE, DÉCISION DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL, LICENCIEMENT ENTACHÉ DE NULLITÉ (NON).

• Cassation, CRCAM de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres c/ Sylvette X, pourvoi n° 01-45.693 [P+B+R+I] - DO avril 2004-4

24 février 2004 Soc. – LICENCIEMENT, ÉTAT DE SANTE, PERTURBATION DE L'ENTREPRISE, REMPLACEMENT DU SALARIÉ, NÉCESSITÉ.

• X c/ SCP Raimond et Bernon, pourvoi n° 02-40.268 - DO mars 2004-10

18 février 2004 Soc. – LICENCIEMENT, ÉTAT DE SANTE, PERTURBATION DE L'ENTREPRISE, REMPLACEMENT DU SALARIÉ, NÉCESSITÉ.

• Valentin c/ Société Imprimerie Jean et autres, pourvoi n° 01-46.801 - DO mars 2004-11

10 novembre 2004 Soc. LICENCIEMENT, MALADIE OU ACCIDENT NON PROFESSIONNEL, ABSENCE PROLONGÉE, DÉSORGANISATION DE L'ENTREPRISE, CONDITIONS DE RÉGULARITÉ DU LICENCIEMENT, DÉLAI RAISONNABLE, RECLASSEMENT.

• Cassation, Christine X c/ Société Express National Service, pourvoi n° 02-45.156 [P+B+R+I] - DO novembre 2004-6

10 novembre 2004 Soc. LICENCIEMENT, MALADIE OU ACCIDENT NON PROFESSIONNEL, ABSENCE PROLONGÉE, DÉSORGANISATION DE L'ENTREPRISE, LETTRE DE LICENCIEMENT, MOTIVATION.

• Cassation, Société BTE Tutelect c/ Pascal X, pourvoi n° 02-45.187 [P+B+R+I] - DO novembre 2004-7

7 avril 2004 Soc. – LICENCIEMENT, ETAT DE GROSSESSE, DELAI DE QUINZE JOURS, ENVOI D'UN CERTIFICAT MEDICAL.

• Christelle X c/ Société Vaugelas Coiff, pourvoi n° 02-40.333 [P+B+R+I] - DO avril 2004-7

29 septembre 2004 Soc. LICENCIEMENT D'UNE FEMME ENCEINTE, EXAMEN MÉDICAL DE REPRISE, EFFET, DURÉE DE LA PÉRIODE DE PROTECTION.

• Cassation, Société des Bonnes Tables c/ X, pourvoi n° 02-42.461 [P+B+R+I] - DO octobre 2004-3

7 avril 2004 Soc. – LICENCIEMENT, MOTIF ECONOMIQUE, RECLASSEMENT, OBLIGATION DE LOYAUTÉ DE L'EMPLOYEUR.

• X c/ Société Bip Conseil, pourvoi n° 01-44.191 [P] - DO avril 2004-3

2 juin 2004 Soc. LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE, PLAN DE CESSION, LICENCIEMENTS AUTORISÉS, CONTESTATION DES MESURES INDIVIDUELLES, LICENCIEMENTS OBTENUS PAR FRAUDE.

• Rejet, Segard ès qualité d'administrateur judiciaire de la société Clinique Les Eaux Marines c/ Tocny et autres, pourvoi n° 02-47.257 - DO août 2004-6

7 avril 2004 Soc. – LICENCIEMENT, PROCEDURE, ENTRETIEN PRÉALABLE, JOUR DE L'ENTRETIEN EN DEHORS DU TEMPS DE TRAVAIL, PAIEMENT COMME TEMPS DE TRAVAIL.

• Laurent X c/ ACPM, pourvoi n° 02-40.359 [P+B+R+I] - DO avril 2004-8

14 septembre 2004 Soc. LICENCIEMENT, PROCÉDURE, DÉLAI D'UN MOIS, GARANTIE DE FOND.

• Cassation, X c/ Société Sodimarco, pourvoi n° 03-43.796 [P] - DO octobre 2004-7

23 juin 2004 Soc. LICENCIEMENT, PROCÉDURE, DÉLAI D'UN MOIS, GARANTIE DE FOND.

• Caisse de mutualité sociale agricole du Tan-et-Garonne c/ Simon, pourvoi n° 02-41.877 [P+B] - DO octobre 2004-8

7 avril 2004 Soc. LICENCIEMENT, DOMMAGES-INTÉRÊTS, PLAN SOCIAL, NULLITÉ, PRESCRIPTION.

• Coudière c/ Sagem, pourvoi n° 02-40.725 [P+B] - DO mai 2004-7

16 décembre 2003 Soc. - LICENCIEMENT - INDEMNITE CONVENTIONNELLE - BENEFICE - DETERMINATION DE LA DATE.

• Cassation, X c/ Sucrière de Berneuil, p. n° 01-45991 [P] - DO janvier 2004-4

10 novembre 2004 Soc. MÉDECINE DU TRAVAIL, AVIS DU MÉDECIN, CONTESTATION, DÉCISION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, EFFET, SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL.

• Cassation, Société CTSM c/ X, pourvoi n° 02-44.926 [P] - DO novembre 2004-8

2 mars 2004 Civ. 2^e – PROCÉDURE PRUD'HOMALE, PROCÉDURE ORALE, PROCES EQUITABLE, ACCÈS AU JUGE, EMPÊCHEMENT DE L'AVOCAT DU DEMANDEUR, CIRCONSTANCE EXCEPTIONNELLE, RENVOI À UNE AUTRE AUDIENCE, REFUS, INTERDICTION.

• X c/ Caisse de mutualité sociale agricole de l'île de France, CMSA, pourvoi n° 02-30.755 [P+B+R+] - DO mars 2004-7

22 juin 2004 Soc. PROCÉDURE PRUD'HOMALE, UNICITÉ DE L'INSTANDE, RADIATION DU RÔLE, NOUVELLE SAISINE.

• Florence X c/ Société S3P, pourvoi n° 02-43.198 [P+B+R+] - DO juin 2004-7

5 mai 2004 Soc. PROCÉDURE PRUD'HOMALE, UNICITÉ D'INSTANDE, EFFET, LIMITES, PRÉTENTION RECONVENTIONNELLE OU MOYEN DE DÉFENSE.

• X c/ Société Sofeb, pourvoi n° 02-40.768 [P] - DO mai 2004-4

8 décembre 2004 Soc. PROCÉDURE PRUD'HOMALE, UNICITÉ DE L'INSTANDE, AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.

• Françoise X c/ Société Quadrilatère, pourvoi n° 02-40.225 [P+B+R+] - DO décembre 2004-2

8 décembre 2004 Soc. PROCÉDURE PRUD'HOMALE, UNICITÉ DE L'INSTANDE.

• Rejet, Association pour la lutte contre l'inadaptation des handicapés c/ Guy X, pourvoi n° 02-44.662 [P+B+R+] - DO décembre 2004-11

31 mars 2004 Soc. – PROCÉDURE PRUD'HOMALE, LICENCIEMENT, JUGE DES RÉFÉRÉS, POUVOIRS, LIMITES, SUSPENSION (NON), POURSUITE PÉNALE, NULLITE DU LICENCIEMENT (NON).

• X et Y c/ Société Les Tricotages du Bassigny, pourvoi n° 01-46.960 [P] - DO avril 2004-9

24 novembre 2004 Soc. PROCÉDURE PRUD'HOMALE, EXÉCUTION PROVISOIRE D'UNE ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ, SUSPENSION, IMPOSSIBILITÉ.

• Peux c/ Société Primistères Reynords, pourvoi n° 02-45.998 - DO décembre 2004-11

7 avril 2004 Soc. PROCÉDURE PRUD'HOMALE, CASSATION, MANDAT, OBJET, SUBSTITUTION.

• X, pourvoi n° 02-42.304 - DO mai 2004-5

11 mai 2004 Crim. PRODUCTION PAR UN SALARIÉ, DANS UNE INSTANDE PRUD'HOMALE, DE DOCUMENTS APPARTENANT À L'EMPLOYEUR, VOL (NON).

• Rejet, Société Pierson Diffusion c/ Liliane X, pourvoi n° 03-85.521 [P+F+I]; dans le même sens : Crim. 4 mai 2004, pourvoi n° 03-85.692; Crim. 12 mai 2004, pourvoi n° 03-84.463; Crim. 25 mai 2004, pourvoi n° 03-84.347; Crim. 11 mai 2004, pourvoi n° 03-80.254 [P+F+I] - DO août 2004-10

11 mai 2004 Crim. PRODUCTION PAR UN SALARIÉ, DANS UNE INSTANDE PRUD'HOMALE, DE DOCUMENTS APPARTENANT À L'EMPLOYEUR, ERREUR DE DROIT (NON), VOL.

• Cassation, Société Paumier c/ Fabienne X, pourvoi n° 03-80.254 [P+F+I] - DO août 2004-11

23 novembre 2004 Soc. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE DE L'EMPLOYEUR, AGS, SOMMES GARANTIES, CONVENTION DE RUPTURE AMIABLE, INDEMNITÉ.

• Jean X c/ Société Stradelec et autres, pourvoi n° 02-41.836 [P+B+R+] - DO décembre 2004-9

10 mars 2004 Soc. – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ENTREPRISE, AVANTAGES, NATURE, ENGAGEMENT UNILATÉRAL DE L'EMPLOYEUR, RÉFÉRENCE DU CONTRAT DE TRAVAIL AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR, ABSENCE DE CONTRACTUALISATION DES AVANTAGES.

• Société Sogecler c/ X et autres, pourvoi n° 03-40.505 [P] - DO mars 2004-3

10 mars 2004 Soc. – REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, MISE À PIED, EFFET SUR LE MANDAT REPRESENTATIF OU SYNDICAL.

• Rejet, X c/ Société Alstom Contracting Nord et Est, pourvoi n° 02-16.554 [P+B+R+] - DO mars 2004-6

6 avril 2004 Soc. REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, TRANSFERT, REFUS D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE, RENONCIATION DU SALARIÉ, IMPOSSIBILITÉ.

• Rejet, Société Penaille Poly Services c/ X, pourvoi n° 02-41.953 - DO mai 2004-2

10 décembre 2003 Soc. - REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL PROTECTION, MISE À LA RETRAITE, CONDITION.

• Rejet, Crédit Lyonnais c/ X, p. n° 01-43876 [P] - DO janvier 2004-2

25 mai 2004 Soc. REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, PROTECTION, LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE, LETTRE DE LICENCIEMENT, MOTIVATION, AUTORISATION ADMINISTRATIVE.

• Rejet, Bègue c/ CGEA Centre Ouest AGS-Rennes, pourvoi n° 03-42.063, [P+B] - DO septembre 2004-5

30 novembre 2004 Soc. REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, PROTECTION, ANNULATION DE L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE DE LICENCIEMENT, RÉINTÉGRATION, RÉPARATION, ÉTENDUE.

• Cassation, André X c/ Claude Y, pourvoi n° 01-44.739 [P+B+R+] - DO décembre 2004-5

10 décembre 2003 Soc. - REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, PROTECTION, CONSEILLER PRUD'HOMMES, MISE À LA RETRAITE, ABSENCE DE DEMANDE D'AUTORISATION ADMINISTRATIVE DE LICENCIEMENT, INDEMNISATION, DÉCOMPTÉ.

• Cassation, Crédit Lyonnais c/ X, p. n° 01-43876 [P] - DO janvier 2004-2

6 avril 2004 Soc. – REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, MANDAT ELECTIF OU SYNDICAL, PRÉSERVATION DE LA CONFIDENTIALITÉ, COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES, IDENTIFICATION DES CORRESPONDANTS.

• Jean X c/ Société BDI Constructions, pourvoi n° 02-40.498 [P+B+R+] - DO avril 2004-1

18 février 2004 Soc. – SALAIRE, BULLETIN, MENTION, HEURES DE DÉLÉGATION, INTERDICTION.

• Rejet, Theron et autre c/ Société Distribution Casto France, pourvoi n° 01-46.565 [P+B] - DO mars 2004-9

13 juillet 2004 Soc. SALAIRE, SMIC, MODE DE CALCUL, RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, INDEMNITÉ DIFFÉRENTIELLE.

• Rejet, Comité d'entreprise Porcelaine de Sologne et a. c/ Société Porcelaine de Sologne, pourvoi n° 02-19.696 - DO août 2004-7

13 janvier 2004 Soc. – **SALAIRE, PAIEMENT, PRESCRIPTION QUINQUENNALE, JOURS DE REPOS.**

• Robert X c/ Société La Dépêche du Midi, pourvoi n° 01-47.128 [P+B+R+I] - DO février 2004-8

9 juillet 2004 Ass. Plén. **SALAIRE, SAISIE SUR SALAIRE, CONTRAT DE TRAVAIL, CESSATION.**

• Cassation, Boiley c/ Richard, pourvoi n° 02-21.040 [P] - DO septembre 2004-6

24 juin 2004 Civ. 2^e **SALAIRE, SAISIE SUR SALAIRE, COMPTE BANCAIRE.**

• Cassation partielle, Delahaie c/ Société Générale, pourvoi n° 02-14.813 [P+B+R] - DO septembre 2004-7

8 juillet 2004 Civ. 2^e. **SÉCURITÉ SOCIALE, ACCIDENTS DE TRAVAIL, FAUTE INEXCUSABLE DE L'EMPLOYEUR, CHARGE DE LA PREUVE.**

• Cassation, Averseng c/ Lagenette et a., pourvoi n° 02-30.984 [P+B+R+I] - DO août 2004-12

16 avril 2004 Ass. Plén. **SÉCURITÉ SOCIALE, PRESTATIONS FAMILIALES, BÉNÉFICIAIRES, ÉTRANGERS, CONDITIONS.**

• Rejet, DRASS des Pays de Loire c/ époux X, pourvoi n° 02-30.157 [P+I] - DO mai 2004-11

9 décembre 2003 Civ. 2^e – **SÉCURITÉ SOCIALE - ÉTRANGERS - MINEURS - PRESTATIONS FAMILIALES - PREUVE DE LA REGULARITE DU SEJOUR.**

• Rejet, CAF du Val de Marne c/ X, p. n° 02-30401 [P] - DO janvier 2004-8

4 février 2004 Soc. – **SYNDICAT PROFESSIONNEL, REPRÉSENTATIVITE, UNION DE SYNDICATS.**

• Rejet, Société Adecco Travail Temporaire c/ François X et autre, pourvoi n° 02-60.066 [P+B+R+I] - DO février 2004-4

10 novembre 2004 Soc. – **SYNDICAT PROFESSIONNEL, REPRÉSENTATIVITÉ, CRITÈRES, POUVOIR D'APPRECIATION DES JUGES DU FOND.**

• Rejet, Centre EDF-GDF Paris Aurore et a. c/ Syndicat Sud Energie DEGS Paris, pourvoi n° 04-60.014 - DO novembre 2004-2

5 mai Soc. **SYNDICAT PROFESIONNEL, DÉLÉGUÉ SYNDICAL, DÉSIGNATION, EFFECTIF, DISCRIMINATION.**

• Cassation, X c/ Banque Nationale de Grèce France, pourvoi n° 03-60.175 [P].- DO mai 2004-1

2 juin 2004 Soc. – **SYNDICAT PROFESSIONNEL, DISCRIMINATION SYNDICALE, PRIME D'ASSIDUITÉ, ABSENCE LIÉE À L'EXERCICE DU MANDAT SYNDICAL.**

• Cassation, Labarre c/ Société ECIA, pourvoi n° 01-44-474 [P+B] - DO septembre 2004-2

28 septembre 2004 Soc. – **SYNDICAT PROFESSIONNEL, DISCRIMINATION SYNDICALE, SALAIRE, JUSTIFICATION D'ÉLÉMENTS OBJECTIFS, CHARGE DE LA PREUVE, POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DE L'EMPLOYEUR (NON).**

• X c/ Société Idex Cie, pourvoi n° 03-42.624 [P+B+] - DO novembre 2004-9

23 juin 2004 Soc. – **SYNDICAT PROFESSIONNEL, DISCRIMINATION SYNDICALE, REMISE EN ÉTAT, POUVOIR DU JUGE.**

• Société Appia c/ X, pourvoi n° 02-41.011 [P+B] - DO août 2004-1

9 novembre 2004 Crim. – **SYNDICAT PROFESSIONNEL, DÉLIT DE DISCRIMINATION SYNDICALE, CONTRÔLE DU JUGE, ÉTENDUE.**

• Cassation, Castro et autres c/ Laporte et autres, pourvoi n° 04-81.397 [P+F] - DO décembre 2004-6

17 décembre 2003 Soc. - **TRANSFERT D'ENTREPRISE - CONDITION - MAINTIEN D'UNE ENTITE ÉCONOMIQUE.**

• Cassation, Mutuelle caisse unique c/ Josette X et a., p. n° 02-44.358 à 02-44.442 [P+B+R+I] - DO janvier 2004-1

6 avril 2004 Soc. **TRANSACTION, ACTION EN NULLITÉ, PRESCRIPTION QUINQUENNALE. .**

• Rejet, X c/ Société Satma, pourvoi n° 02-41.630 - DO mai 2004-6

2 juin 2004 Soc. **TRAVAILLEUR HANDICAPÉ, ATELIER PROTÉGÉ, EMBAUCHE POUR UNE PÉRIODE D'ESSAI, RUPTURE, CONDITIONS, DÉCISION DE LA COTOREP. .**

• Rejet, Association des Paralysés de France c/ Kwaku-Botwe, pourvoi n° 02-44.198 [P+B+R+I] - DO septembre 2004-9

2 juin 2004 Soc. **TRAVAILLEUR HANDICAPÉ, LICENCIEMENT, CLASSEMENT EN INVALIDITÉ PAR LA COTOREP, MODIFICATION, IMPOSSIBILITÉ DE RECLASSEMENT, CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE.**

• Cassation, Atelier protégé "Les Magnanelles" c/ X, pourvoi n° 02-44.015 [P+B+R+I] - DO septembre 2004-10

17 décembre 2003 Soc. - **UNITE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE - RECONNAISSANCE - SAISINE JUDICIAIRE - DÉTERMINATION DE LA DATE.**

• Rejet, Aulafi c/ FNTC CGT, p. n° 02-60445 [P] - DO janvier 2004-5

2 juin 2004 Soc. **UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, CARACTÉRISATION.**

• Rejet, Société Maisonneuve et autres c/ Syndicat CFDT de la métallurgie du Centre et Sud Manche, pourvoi n° 03-60.135 [P+B+R+I] - DO juin 2004-6

26 mai 2004 Soc. **UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, CARACTÉRISATION.**

• Rejet, Union générale des syndicats FO Vivendi et filiales et autres c/ Fédération Interco CFDT et autres, pourvoi n° 02-60.935 [P+B+R+I] - DO juin 2004-3

2 juin 2004 Soc. **UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, ACTION EN RECONNAISSANCE AVANT TOUTE ÉLECTION OU DÉSIGNATION.**

• Rejet, Société Maisonneuve et autres c/ Syndicat CFDT de la Métallurgie du Centre et Sud Manche, pourvoi n° 03-60.135 [P+B+R+I] - DO juin 2004-5

26 mai 2004 Soc. **UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, RECONNAISSANCE JUDICIAIRE, EFFET, CESSATION DES MANDATS EN COURS AU JOUR DES ÉLECTIONS.**

• Cassation partielle, Union générale des syndicats FO Vivendi et filiales et autres c/ Fédération Interco CFDT et autres, pourvoi n° 02-60.935 [P+B+R+I] - DO juin 2004-4

10 mars 2004 Soc. – **VOYAGEUR-REPRÉSENTANT-PLACIER, CONVENTION COLLECTIVE DE LA BRANCHE D'ACTIVITÉ, APPLICATION, DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.**

• Rejet, Jean-Pierre X c/ Société Aiglou, pourvoi n° 02-40.668 [P+B+R+I] - DO mars 2004-2